

Programme d'Appui à la Crédibilité et à la Transparence des Elections en République de Guinée

PACTE – Guinée

Mission d'Evaluation Externe du Projet





REMERCIEMENTS

L'évaluateur exprime sa reconnaissance envers toutes les personnes qui ont contribué par leur temps et par leur énergie à l'aider afin de mener à bien ce travail. Il souhaite en particulier remercier toute l'équipe d'ECES à Bruxelles et également l'ensemble du personnel du bureau du PACTE à Conakry pour leur contribution à l'organisation de l'évaluation et les efforts d'organisation qui ont permis à l'évaluateur de rencontrer un nombre significatif des parties prenantes pendant sa mission à Conakry.

L'évaluateur est également reconnaissant envers toutes les personnes rencontrées et les informations qu'elles ont bien voulu fournir, en particulier les représentants d'organisations des Nouvelles Institutions de la République, des Médias et de la société civile.

Les opinions exprimées dans le présent rapport sont celles de l'évaluateur. Elles ne représentent en aucun cas les positions de l'Union Européenne, du Programme Pacte-Guinée I ou des autres institutions mentionnées dans le document.

1 TABLE DES MATIERES

2	LISTE DES ACRONYMES ET ABBREVIATIONS	4
3	Résumé Exécutif.....	6
3.1	Le Projet	6
4	Constats de l'évaluation.....	7
4.1	PERTINENCE	7
4.2	EFFICACITE.....	7
4.3	EFFICIENCE	8
4.4	IMPACT.....	9
4.5	VIABILITE (DURABILITE).....	9
4.6	VISIBILITE.....	10
4.7	CONCLUSIONS	10
4.8	RECOMMANDATIONS	10
5	INTRODUCTION ET CONTEXTE DU PROJET.....	12
5.1	Objectifs du projet et de l'évaluation.....	12
6	METODOLOGIE DE L'EVALUATION	12
7	CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE DU PROJET	13
7.1	CONCEPTION ET MISE EN ŒUVRE DU PROJET	14
8	ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE POUR CHAQUE TACHE.....	16
9	ANALYSE ET CONSTATATIONS AUX QUESTIONS EVALUATIVES	24
9.1	Pertinence de l'intervention	24
9.1.1	ACTIONS REALISEES SUITE AUX BESOINS	24
9.1.2	STRATEGIE D'ACTION	27
9.1.3	GESTION DES RISQUES	27
9.2	Efficacité.....	27
9.2.1	ACTIVITES ET RESULTATS.....	28
9.3	Effcience	31
9.4	Impact	31
10	LES LEÇONS APPRISES	34
11	VISIBILITE.....	34
12	Conclusions et Recommandations	37
12.1	Conclusions	37
12.2	Recommandations	38
13	ANNEXES	40
14	LISTE DES PERSONNES INTERVIEWEES.....	41
15	LISTE DES DOCUMENTS CONSULTEES	43
16	TERMES DE REFERENCE DE LA MISION D'EVALUATION	44

2 LISTE DES ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

ACE	Approche du Cycle Electoral
AGSP	Association Guinéenne de Sciences Politiques
AGP	Association Guinéenne de Presse
NA	Assemblée Nationale
A.R.P.T	Agence de Régulation des Postes et Télécommunications
AT	Assistance technique
BRIDGE	Building Resources In Democracy, Governance and Elections
CAPAC	Cellule d'Appui Politologique en Afrique et dans les Caraïbes
CCL	Center for Creative Leadership
CCE	Centre de Communication électorale
CCL-LBB	Center for Creative Leadership – Leadership Beyond Boundaries
CE	Commission européenne
CECE	Centre d'Education Civique et Electorale
CEEAC	Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
CENI	Commission électorale nationale indépendante
CEPI	Commission Electoral des préfectures indépendantes
CNOSC	Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne
CoJoLPaix	Réseau Convergence Des Jeunes Leaders pour la Paix et la Démocratie
CROSC-CKY	Conseil Régional des Organisations de la Société Civile de Conakry
ECES	European Centre for Electoral Support/ Centre Européen d'Appui Electoral
EDR	Electoral Dispute Résolution
EFEAC	Ecole de Formation Electorale en Afrique Centrale
FREMEGUI	Forum des Responsables des Medias de Guinée
HAC	Haute Autorité de la Communication
HAM	Haute Autorité des Médias
IDEA	Institute for Democracy and Electoral Assistance
IEDDH	Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme
IFES	International Foundation for Electoral Systems
IFRA	Institut français de recherche en Afrique
ISIC	Institut Supérieur de l'Information et de la Communication
IRIS	Innovation en Ressources Interactives et Soutenables
IT	Technologies de l'information
LEAD	Leadership et gestion de conflits pour l'administration électorale
LMS	Learning Management System -Système de Gestion de l'Apprentissage
MATD	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation
MDPG	La Maison de la Presse de Guinée
MOE EU	Mission d'observation électorale de l'Union européenne
MoU	Memorandum of understanding (Protocole d'accord)
OGE	Organisme de gestion électorale
OIF	Organisation Internationale de la Francophonie
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisation de la société civile
OSCE	Organisation for Security and Co-operation in Europe
OSIWA- Guinée.	Open Society Initiative for West Africa
PACEG-PNUD	Programme d'Appui au Cycle Electoral en Guinée
PARCAN	Projet d'Appui à la consolidation de la démocratie en Guinée à travers le Renforcement des Capacités de Gestion de l'Assemblée Nationale
PACTE – Guinée	Programme d'Appui à la Crédibilité et à la Transparence des Elections en République de Guinée

PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
Pro-PALOP/TL	Projet d'Appui aux Cycles Electoraux dans les PALOP et Timor-Leste
RRG	Radio Rurale de Guinée
RECEF	Réseau des Compétences Electorales Francophones
RP	Radio parlementaire
RTG	Radio Télévision Guinée
SADC	Southern African Development Community
SHG	Studio Hirondelle-Guinée
SWOT	Strength, Weakness, Opportunities, Threats
UE	Union européenne
UN	Nations Unies
UPEACE	United Nations University for Peace - Centre for Executive Education
UPF	Union Internationale de la Presse Francophone
URTELGUI	Union des Radios-Télévisions Libres de Guinée

3.1 LE PROJET

Le Programme d'Appui à la Crédibilité et à la Transparence des Elections (PACTE – Guinée, Contrat FED/2015/363-894)¹ a été élaboré pour permettre la consolidation du processus démocratique en République de Guinée à travers le déroulement d'élections crédibles, transparentes et pacifiques ainsi que le renforcement des capacités des parties prenantes au processus électoral.

Le projet s'est déroulé sur une période de 3 mois et le budget s'élevait à **1.000.000 Euros**.

Le projet a été mis en œuvre initialement par le Centre Européen d'Appui Electoral (ECES), en partenariat avec l'Université de Liège à travers sa Cellule d'Appui Politologique Afrique Caraïbes (CAPAC) et en association avec deux organisations : le Centre for Creative Leadership (CCL/LBB)² et Urban Republic³.

La Convention de financement a été signée le 3 août 2015 et sa mise en œuvre a été initiée immédiatement. La fin du projet, contractuellement prévu pour le 3 novembre 2015, a été prolongée d'un mois, vu le report du commencement du Programme Pacte-Guinée II, initialement prévu pour le 4 novembre 2015. Ceci afin d'attendre la signature préalable du Programme d'appui aux élections, couvrant également les élections communales-locales prévues pour 2016 et aux Nouvelles Institutions Démocratiques en République de Guinée (PEID), par la Délégation de l'UE (17 Déc. 2015). Le projet a ainsi officiellement pris fin le 3 décembre 2015.

L'objectif global du projet a été de contribuer à la consolidation de la démocratisation en République de Guinée à travers le déroulement d'élections crédibles, transparentes et pacifiques ainsi que permettre le renforcement des capacités des parties prenantes.

Le programme a permis de faire travailler ensemble tous les acteurs du processus électoral, comme l'Assemblée Nationale et les Nouvelles Institutions de la République mises en place selon la Constitution de 2010, ainsi que la société civile, afin de renforcer les capacités de chacun.

Les principaux bénéficiaires ont été les électeurs et la population dans son ensemble ainsi que les différents groupes cibles que sont les Nouvelles Institutions de la République, le Médiateur de la République, la Cour Constitutionnelle, l'Assemblée Nationale (AN), les médias et la société civile.

¹ <http://www.pacte-guinee.eu>

² www.ccl.org

³ www.urbanrepublic.org

4 CONSTATS DE L'ÉVALUATION

4.1 PERTINENCE`

Le Programme Pacte-Guinée I est intervenu dans la continuité des actions développées préalablement au PEID, avec d'autres interventions importantes comme PARCAN I et II, déjà réalisées par ECES en Guinée en tant que mission d'appui et d'accompagnement pour la consolidation de la démocratie à travers le Renforcement des Capacités de Gestion de l'Assemblée Nationale. Sa pertinence a été, par ailleurs, renforcée avec le nouveau PACTE II, signé avec la Délégation de l'UE, afin de pérenniser le travail effectué.

Le programme Pacte-Guinée I était extrêmement pertinent. Il a été conçu de façon à identifier et à répondre aux besoins très clairs de l'administration publique, des nouvelles institutions de la République, des médias et de la société civile guinéenne, et ce malgré le contexte de crise politique dans lequel se trouvait le pays.

En fait, le projet répondait à une nécessité immédiate d'intervention, tout près du scrutin d'octobre 2015, car la participation de la société civile était susceptible de renforcer considérablement la crédibilité des élections et l'acceptation des résultats.

Le Programme Pacte-Guinée I a correctement identifié les principaux besoins dans chacun des domaines spécifiques. En matière de sensibilisation, il était nécessaire de renforcer les capacités de la société civile en termes de personnel et de formation. En ce qui concerne les médias, le Programme Pacte-Guinée I avait également et correctement identifié la nécessité d'analyser le contenu et le ton des principales sources d'information du public.

Il est nécessaire de souligner que l'accompagnement de la société civile, grâce au programme de sensibilisation développé avec la Caravane des Savoirs et son message de paix, est ressorti comme le moment le plus fort, et pertinent à la veille d'élections marquées par de fortes tensions. Ces tensions étant dues à des besoins de renforcement institutionnel, le travail auprès des médias aurait dû intégrer une dimension additionnelle de sensibilisation des éditeurs et producteurs.

L'équipe d'ECES a travaillé en étroite collaboration avec tous les acteurs actifs dans l'accompagnement du processus électoral, et s'est assurée de partager les informations sur les activités réalisées afin de coordonner les actions et d'éviter les doublons. Cette coordination s'est faite par rapport aux activités proposées par le PACEG-PNUD (Programme d'Appui au Cycle Electoral en Guinée), et les organisations IFES et NDI.

En ce qui concerne l'observation électorale les besoins d'accompagnement et de formation étaient criants. A cela s'ajoutait, la nécessité d'assurer une coordination entre organisations de la société civile afin de fonctionner de manière crédible.

La dimension de soutien aux réformes électorales futures, comme la dimension contentieux, était pertinente car elle répondait à un besoin immédiat dans la mesure où elle dessinait une stratégie de sortie explicite, et donc de nature à renforcer l'impact du projet.

Le projet a renforcé sa pertinence par une bonne analyse initiale des positions des différents acteurs, et par une excellente capacité à s'adapter aux aléas de la période pré-électorale.

4.2 EFFICACITE

De manière générale, le projet a été réalisé en conformité avec son cadre logique. L'essentiel des activités prévues ont été mises en œuvre, dans certains cas au-delà même de ce qu'envisageait le document de projet, et les résultats prévus ont été largement atteints.

L'appui à l'éducation à la citoyenneté de la population s'est concrétisé durant les campagnes de sensibilisation (La Caravane des Savoirs), mise en œuvre comme prévu par le projet, et avec un résultat, au-delà des attentes.

L'appui du projet aux Nouvelles Institutions de la République a contribué à la création de la Radio parlementaire au sein de l'Assemblée Nationale, donnant lieu au résultat effectif qui a fait suite à l'appui et à l'accompagnement indiqué dans les deux PARCAN, et à l'heure actuelle espéré pour le PACTE II.



Remise d'un émetteur pour la radio parlementaire

De la même manière, l'Assistance technique au Médiateur de la République a permis d'améliorer ses relations institutionnelles avec les administrations publiques, et de créer une nouvelle stratégie de communication pour une des toutes dernières institutions mise en place au sein du paysage institutionnel guinéen. Ceci lui permettant de se faire connaître et accepter par les citoyens, qui étaient par ailleurs très souvent confrontés à des difficultés avec l'administration publique.

La Cour Constitutionnelle, créée toute dernièrement, a pu bénéficier d'une contribution efficace à travers l'assistance technique d'ECES et CAPAC.

La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), l'Institut National Indépendant des Droits Humain (INIDH), la Haute Autorité de la Communication (HAC), la Maison de la Presse et l'Union Internationale de la Presse Francophone ont reçu un appui du projet en ce qui concerne leur intervention institutionnelle lors de la préparation des élections d'octobre 2015.

Le Programme Pacte-Guinée I a pu former les membres de la société civile dans le domaine de la sensibilisation des électeurs, mais aussi en termes de renforcement des capacités et des techniques de communication.

Une formation a également été fournie aux journalistes sur « la responsabilité des journalistes et des médias en période électorale », afin de renforcer leurs capacités dans la production des émissions et des reportages et de respecter leur obligation de neutralité et d'impartialité en tant que journalistes.

Dans un contexte de tensions préélectorales la formation des journalistes a principalement porté sur la gestion des émissions radiophoniques interactives, et a permis un renforcement des médias dans leur rôle d'information et de sensibilisation de la population sur les enjeux liés au processus électoral.

4.3 EFFICIENCE

La gestion du projet a été efficace, que ce soit en termes chronologique ou de temps employé, mais aussi en matière d'utilisation des fonds de l'Union Européenne.

La gestion du projet au niveau stratégique et de la mise en œuvre, pour laquelle la coopération entre la plupart des intervenants était nécessaire, a enregistré de grands succès, dans l'ensemble.

Il s'agit d'une réussite à saluer en ce qu'elle témoigne d'un bon usage des ressources disponibles malgré le contexte délicat du pays.

De plus, les résultats de l'exercice de vérification des dépenses, effectué par le cabinet « Auditeurs Associés » de Guinée, a, en étant intégralement approuvés, démontré l'efficacité de la gestion financière. Toutes les dépenses ont été déclarées éligibles.

4.4 IMPACT

L'impact principal du projet est d'avoir contribué à la poursuite de la mise en œuvre de la feuille de route de la sortie de crise et donc à des élections qualifiées de « crédibles ».

Le projet a sans doute établi un précédent favorable en matière d'implication de la société civile dans les processus électoraux, y compris en termes de sensibilisation.

Les Nouvelles Institutions de la République ainsi que les organisations de la société civile et les médias ont, selon leurs représentants interviewés, internalisé l'importance de l'intervention développée par ECES dans le cadre du Programme Pacte-Guinée I, mais aussi la cohésion qui est ressortie de la coordination mise en place de manière systématique et impartiale par le projet.

L'accompagnement du Programme Pacte-Guinée I, de tous les éléments qui ont constitué le cadre général d'intervention est clairement à l'origine de cet impact important.

Grace à cet accompagnement continu et le fait d'avoir impliqué tous les acteurs importants à chaque phase de la planification des activités, dans l'évaluation mais aussi dans la formulation des recommandations, ECES a été facilement accepté par les structures nationales, ce qui a été un facteur essentiel pour la réussite du projet.

En ce qui concerne l'impact du projet, il faut aussi mentionner que le processus électoral de 2015 a été caractérisé par une meilleure coopération des différentes organisations de la société civile, notamment dans le réseau «Regard Citoyen» qu'ECES a appuyé financièrement.

La société civile a été consultée afin de développer le matériel pour l'éducation à la citoyenneté, en collaboration aussi avec la CENI, afin d'assurer une meilleure compréhension par la population des activités d'ECES sur le terrain.

Il est clair que le projet, conçu dans une période de crise, avait pour vocation première de se préoccuper des urgences immédiates. Toutefois on peut identifier des éléments de pérennité, dus à trois facteurs principaux :

- la qualité de l'accompagnement des Nouvelles Institutions de la République,
- l'appui à la société civile et aux médias, qui a réellement renforcé les capacités de ceux-ci en matière électorale, et
- la stratégie explicite de sortie du projet, qui a facilité la formulation de recommandations pour le PACTE II, aidant ainsi la gestion de l'administration publique, les médias et la société civile à formuler et mettre en œuvre une stratégie au-delà de leur implication dans le projet.

4.5 DURABILITE

Les deux Programmes d'Appui et de Renforcement des Capacités de l'Assemblée nationale (PARCAN 1 et PARCAN 2), le Programme Pacte-Guinée I I et désormais le Programme Pacte-Guinée I II ont surmonté de nombreuses difficultés, avec méthode et concertation permanente ders parties prenantes. Ce qui a permis à ECES de renforcer le processus de la démocratisation en République de Guinée, de façon continue et aisée.

Les Nouvelles Institutions de la République, qui ont été installées dans le courant de l'année 2015, participent à la consolidation de la démocratie en République de Guinée. Appuyées par le Programme Pacte-Guinée I I et II, elles vont renforcer la durabilité de l'action globale, menée par ECES.

A de rares occasions près, les programmes, les projets et les actions qui ont été examinés tout au long du parcours professionnel de l'évaluateur, permettent de constater une si grande précision dans la prévision et la ponctualité de l'action mise en œuvre..

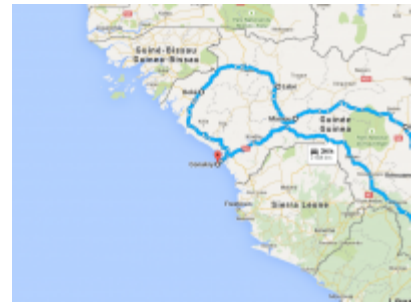
L'intervention d'ECES a été intensément ressentie et est restée toujours à côté des nouvelles Institutions de la République ainsi que des médias et de la société civile. Elles ont été écoutées, conseillées et accompagnées tout au long du parcours de leur consolidation et ce, grâce aux interventions, précises, ponctuelles mais aussi durables, menées par ECES.

Il s'avère donc plus qu'utile et « sans doute » indispensable d'assurer la continuité du travail exécuté par ECES afin de garantir la durabilité de l'action dans un pays encore fragile où la nécessité d'un appui professionnel est encore plus fortement souhaitée.

4.6 VISIBILITE

Le plan de communication et de visibilité du projet a eu pour but de développer une stratégie de communication axée sur le projet, en direction de l'opinion publique, des bénéficiaires et des partenaires, tout en assurant la visibilité de la contribution de l'Union européenne.

L'orientation stratégique du plan de communication et de visibilité du projet a bien tenu compte des prescriptions établies par l'Union européenne dans le «Manuel de Communication et de Visibilité pour les actions extérieures de l'Union Européenne», édition 2010.



Le trajet de la Caravane des Savoirs – La Guinée d'abord

La campagne de sensibilisation activée grâce à la « Caravane des Savoirs » a assuré au projet et par la même aux actions développées, un maximum de visibilité et de communication au niveau national, que ce soit central ou périphérique, en contribuant fortement à la diffusion de messages d'éducation à la citoyenneté, de paix et de cohésion sociale avant, pendant et après les élections.

4.7 CONCLUSIONS

- Le Programme Pacte-Guinée I s'est avéré remarquablement efficace malgré un contexte pré-électoral difficile.
- Le Programme Pacte-Guinée I a permis d'apporter une excellente réponse à tous les besoins de la société, correctement analysés.
- Le Programme Pacte-Guinée I a réuni des partenaires dotés d'une expertise pertinente.
- Le Programme Pacte-Guinée I a adopté des approches innovantes et appropriées au contexte.
- La gestion du projet était professionnelle et transparente.
- Les parties prenantes guinéennes ont été tout au long du projet, formellement consultées au niveau stratégique, pour la gestion du projet.
- Le projet a influencé positivement toutes les institutions impliquées dans les élections, les médias, la société civile ainsi que les citoyens.
- Le projet a inclus des éléments substantiels de pérennité.

4.8 RECOMMANDATIONS

Afin de réaliser une meilleure mise en œuvre du Programme Pacte-Guinée I II, ECES doit reconduire les bonnes pratiques réalisées dans le cadre du Programme Pacte-Guinée I I, dont l'appui aux

Nouvelles Institutions de la République, les formations et l'accompagnement de la société civile, au travers de la Caravane des Savoirs.

Dans le déroulement du Programme Pacte-Guinée I II, le programme devra poursuivre le soutien à la société civile locale afin de renforcer les capacités nécessaires des uns et des autres.

Pour cela, ECES devra s'assurer de l'implication des représentants de toutes les parties-prenantes, au niveau stratégique, dans la gestion du programme, et en mettant sur pied un comité multidisciplinaire consultatif réunissant les membres du Gouvernement, les médias et les ONG locales.

ECES devra encourager toutes les Institutions de la République engagées dans le Programme Pacte-Guinée I, à poursuivre avec persévérance toutes les actions déjà lancées auparavant afin de ne pas créer une rupture au cours de la transition entre les deux programmes.

Une supervision ponctuelle et précise d'ECES dans ce contexte permettra au nouveau Programme Pacte-Guinée II d'atteindre les objectifs en évitant des retards inutiles et l'improvisation.

La Délégation de l'Union Européenne à Conakry devrait également encourager et collaborer avec ECES, dans le but d'apporter son soutien institutionnel et financier en tant que bailleur, en fonction du contexte national du pays après les élections présidentielles de 2015 et en prévision des élections locales en 2016.

5 INTRODUCTION ET CONTEXTE DU PROJET

5.1 OBJECTIFS DU PROJET ET DE L'ÉVALUATION

Dans le cadre de son engagement à accompagner le processus électoral et la mise en œuvre des Nouvelles Institutions de la République de Guinée, l'Union européenne a mobilisé 1 million d'euros du Fonds Européen de Développement (FED) pour un Programme d'Appui à la Crédibilité et à la Transparence des Elections en République de Guinée, dénommé Programme Pacte-Guinée I, ayant une durée initiale de trois mois, prolongée, en cours d'exécution, d'un mois.

Le Programme Pacte-Guinée I, consécutif au Programme d'appui aux Election et aux Institutions Démocratiques (PEID) , est en continuité avec les précédents programmes portés par ECES, à savoir PARCAN I et II déjà réalisés par ECES dans le pays pour appuyer et accompagner la consolidation de la démocratie à travers l'Appui et le Renforcement des Capacités de Gestion de l'Assemblée Nationale.

Le programme a été mis en œuvre conjointement par le Centre Européen d'Appui Electoral (ECES), en partenariat avec : (i) l'Université de Liège à travers sa Cellule d'Appui Politologique Afrique Caraïbes (CAPAC)⁴ et en association avec deux organisations, (ii) le Centre for Creative Leadership (CCL-LBB)⁵ et (iii) Urban Republic⁶.

Selon les termes du document de projet, le principal objectif était de contribuer à l'organisation d'élections crédibles, transparentes et apaisées en République de Guinée à travers le renforcement des capacités des parties prenantes aux processus électoraux.

L'action a été focalisée sur la nécessité de travailler avec tous les acteurs du processus électoral, comme l'Assemblée nationale et les Nouvelles Institutions de la République mises en place selon la Constitution de 2010, ainsi que la société civile, afin de renforcer les capacités de chacun.

Pour relever les défis et certaines des contraintes rencontrées, la stratégie a consisté à :

- Maximiser l'efficacité de l'assistance technique fournie à l'Assemblée Nationale depuis mai 2014 ;
- Offrir une plus grande réactivité à l'évolution des besoins et des demandes à travers un large réseau d'experts francophones compétents pouvant être rapidement mobilisés ;
- Mettre un accent particulier sur le développement des capacités des autorités parlementaires pour prévenir les conflits et la violence électorale ;
- Travailler avec les acteurs clés de la société civile afin de consolider et d'élargir l'espace de consensus autour des principes démocratiques de dialogue et participation.

L'objectif de l'évaluation, défini par les Termes de référence (TDR) en annexe, est d'analyser les performances et les résultats du Programme Pacte-Guinée I, en tenant compte aussi bien de ses objectifs que de la pertinence de ses activités et du contexte de sa mise en œuvre. L'évaluation vise également à identifier les principales leçons apprises et les recommandations pour une éventuelle suite du projet afin d'assurer la pérennité des actions entreprises. Il s'agit également de déterminer si le projet a été mis en œuvre d'une façon efficace et efficiente.

6 METODOLOGIE DE L'ÉVALUATION

L'évaluation a eu lieu pendant la période du 10 au 21 décembre 2015, avec une visite à Conakry du 10 au 17 décembre inclus. La visite sur place a commencé le vendredi 11 décembre 2015, et a été

⁴ www.capac.ulg.ac.be

⁵ www.ccl.org

⁶ www.urbanrepublic.org

suivie par deux longs *week-ends*, dont un extrêmement important pour la vie de la République de Guinée, avec l'Investiture du Président de la République Alpha Condé. La mission n'a donc réservé que 3 jours effectifs et intenses aux interviews et aux rencontres avec les parties bénéficiaires du programme.

Du fait que des acteurs importants ne se trouvaient pas à Conakry pendant la visite sur place de l'évaluateur, plusieurs personnes ont ensuite été soumises à des interviews par Skype.

L'évaluation s'est fondée sur les sources d'information suivantes :

- Informations générales sur le contexte politique et électoral, y compris sur la situation des Nouvelles Institutions de la République, la Société Civile et les Médias ;
- Informations sur les principaux acteurs et projets ayant travaillé sur l'assistance aux processus électoraux et la résolution de la crise politique à Conakry ;
- Documents de projet; Examen de l'ensemble des rapports produits par le projet, ainsi que des publications, supports de formation, informations disponibles sur Internet etc., produits par les parties prenantes au projet et concernant celui-ci ;
- Interviews avec un large éventail de parties prenantes; L'équipe de projet, les représentants des Nouvelles Institutions de la République, les partenaires, les formateurs, et d'autres intervenants au niveau national ;
- Documentation et publications de l'Assemblée Nationale; Interviews avec des bénéficiaires tels que prévus dans la Convention de Partenariat ;
- Documentation et publications du Médiateur de la République; Interviews avec des bénéficiaires tels que prévus dans la Convention de Partenariat;
- Documentation et publications de la Cour Constitutionnelle; Interviews avec des bénéficiaires tels que prévus dans la Convention de Partenariat ;
- Documentation et publications de la CAPAC; Interviews avec des intervenants et des bénéficiaires tels que prévus dans la Convention de Partenariat ;
- Documentation et publications de la Maison de la Presse; Interviews avec des bénéficiaires tels que prévus dans la Convention de Partenariat ;
- Documentation et publications du Studio Hirondelle telles que prévues dans la Convention de Partenariat ;
- Toute documentation et publications concernant la Caravane des Savoirs : interviews avec des bénéficiaires ;
- Documentation et publications de la Société Civile Guinéenne; Interviews avec des bénéficiaires tels que prévus dans la Convention de Partenariat;
- Documentation et publications de l'Union Internationale de la Presse Francophone; Interviews avec des bénéficiaires tels que prévus dans la Convention de Partenariat ;
- Interviews avec des représentants du bailleur de fonds (Délégation de l'UE à Conakry).

Une liste des documents consultés et des personnes interviewées figurent en annexe du présent rapport. L'évaluation a suivi les critères standards internationaux, définis par l'Organisation pour la Coopération Economique et le Développement (OCDE) et également utilisés par l'Union européenne à savoir, la pertinence, l'effectivité, l'efficacité, l'impact et la pérennité.

7 CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE DU PROJET

Après des années de fragilité et d'instabilité politique, la tenue de la première élection présidentielle réellement libre et transparente de l'histoire de la République de Guinée, en 2010, a marqué le début de la transition démocratique dans le pays. Initialement prévues 6 mois après l'investiture du

Président Alpha Condé, les élections législatives ont eu lieu en septembre 2013⁷ ce qui a permis la levée de l'Article 96 et la pleine reprise de la coopération à travers la signature des projets du 10e Fonds Européen de Développement et du Programme d'Appui à la Consolidation de l'Etat (GN/FED/39.291) financé par le XXIème Fonds Européen de Développement (FED).

Le Gouvernement a eu comme priorité la restauration de la stabilité du cadre macro-économique. Il a engagé des réformes ambitieuses qui ont effectivement permis, d'une part, d'améliorer les agrégats macroéconomiques et, d'autre part, la reprise des investissements étrangers et de la coopération.

Toutefois, l'irruption de l'épidémie de la fièvre à virus Ebola en décembre 2013 en Guinée forestière, qui s'est progressivement étendue à la Sierra Leone, au Libéria et à certaines préfectures de la République de Guinée, a freiné cette dynamique. La fermeture des frontières et les risques de contamination ont eu pour conséquence le ralentissement de la croissance économique et la baisse significative des recettes fiscales de l'État.

Les élections présidentielles confirmées par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et réalisées en octobre 2015, devant être suivies par les élections communales et locales au 1er trimestre 2016, constituent un signal fort du retour de l'Etat de droit.

Toutefois, l'opposition, qui souhaitait que les élections communales aient lieu avant le scrutin présidentiel, a manifesté son mécontentement dans la rue. Le mois d'avril 2015 a ainsi été marqué par des journées de violence dans la capitale, faisant au moins deux morts et de nombreux blessés.

La communauté internationale a appelé à la reprise du dialogue pour éviter une nouvelle détérioration de la situation. Des rencontres entre le Président de la République et les leaders de l'opposition et de la majorité présidentielle dans le courant du mois de mai ont permis de relancer le dialogue, et, instruction a été donnée par le Président de la République aux Ministres d'Etat à la Justice et au Secrétaire Général de la Présidence d'organiser un dialogue.

La stabilité politique du pays reste également tributaire de l'avancement des réformes. La poursuite de l'amélioration de l'équilibre macro-économique et de la bonne gouvernance publique ainsi qu'une relance rapide de l'économie doivent profiter à la population guinéenne en réduisant drastiquement la pauvreté. La situation en République de Guinée est éminemment fragile et tout évènement peut avoir des répercussions importantes comme cela a été le cas avec le virus Ebola.

Au cours de ces élections, une Mission d'Observation Electorale de l'UE a observé les dernières phases du processus électoral et a présenté son rapport définitif le 20 janvier 2014. Les recommandations y afférentes ont été utiles aux différentes parties prenantes notamment pour améliorer et sécuriser les différentes phases des futures élections, contribuer au renforcement des capacités et revoir les modalités de la loi électorale et l'administration électorale.

7.1 CONCEPTION ET MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Le projet a été mis en œuvre en suivant un document de projet approuvé par la Délégation de l'UE à Conakry. Lors de sa conception, le document de projet présentait une analyse claire et pertinente de la situation politique et électorale de Conakry en 2015.

⁷ PIN PROGRAMME INDICATIF NATIONAL. La tenue d'élections législatives inclusives et pacifiques le 28 septembre 2013 a permis la reprise totale de la coopération au développement entre l'UE et la Guinée. L'UE continuera à appuyer le processus de transition politique et restera engagée aux côtés de la Guinée dans la promotion de la stabilité politique et sécuritaire ainsi qu'au développement du pays au bénéfice des populations guinéennes, éléments indispensables à la création d'un cadre favorable aux investissements privés et au développement économique durable et inclusif du pays.

Le texte concluait sur la nécessité « d'accompagnement des différents acteurs pour la conduite d'élections crédibles », en particulier pour les nouvelles Institutions de la République, les médias et la société civile.

Le document proposait une méthodologie d'action relativement standard, organisée autour du cycle électoral. Il se proposait d'assurer l'appropriation de nouveaux savoirs pour les bénéficiaires guinéens et se fondait en partie sur des techniques mises en œuvre par ECES dans d'autres contextes :

- Education civique et électorale au Ghana, fondée en partie sur la projection d'un film documentaire ;
- Méthodologie BRIDGE (Building Resources in Democracy, Governance and Elections) pour le renforcement des capacités des assistants techniques de la CENI.
- Le curriculum de formation LEAD est adapté au contexte guinéen pour renforcer les aptitudes techniques et le leadership, à destination des parlementaires, du personnel de l'administration parlementaire, de la CENI, des médias et des Organisations de la Société Civile.

En étroite collaboration avec la Commission Electorale Nationale Indépendante-CENI, le Programme Pacte-Guinée I a soutenu et appuyé les organisations de la société civile et les Institutions en Appui à la Démocratie (IAD), engagées dans le renforcement de la démocratisation en République de Guinée par une meilleure mutualisation des moyens et par le renforcement de leurs capacités pour une action professionnelle, méthodique et non partisane dans toutes les phases du processus électoral.

Le projet a fortement soutenu la participation de la société civile dans la sensibilisation et l'éducation des citoyens et il est également intervenu dans le renforcement des systèmes de monitoring des médias, comme véritables vecteurs d'informations professionnelles et objectives, tout au long du processus électoral. Finalement, le Programme Pacte-Guinée I a contribué à une gestion du contentieux électoral efficace et à réduire le risque de conflit électoral.

Cette option méthodologique a été complétée par le recours à des experts qualifiés à court terme pour des formations et pour l'appui institutionnel, et s'est révélée déterminante pour la mise en œuvre du projet.

8 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE POUR CHAQUE TACHE

Un ensemble d'activités ont été identifiées pour atteindre les objectifs au cours du projet.

Ces activités et les résultats obtenus sont illustrés dans le tableau ci-dessous :

Axe d'intervention n°1 Développement du Leadership	
Objectifs spécifiques Contribuer à l'organisation d'élections crédibles, transparentes et pacifiques en Guinée à travers le renforcement des capacités des parties prenantes aux processus électoraux	
Résultats attendus Les capacités des parties-prenantes sont renforcées dans le domaine du Leadership et de la prévention des conflits électoraux, Assemblée nationale, CENI, Médias, OSC, par l'organisation de formations spécifiques LEAD	
Groupes cibles Parlementaires, personnel de l'administration parlementaire, la CENI, des Médias et des Organisations de la Société Civile.	
Principales activités	Résultats obtenus
<p>Un programme de formation pour renforcer les aptitudes techniques et le leadership, à destination des Parlementaires, du personnel de l'administration parlementaire, de la CENI, des Médias et des Organisations de la Société Civile est mis en place</p> <p>Les deux sessions LEAD en Conakry et Mamou, se sont déroulées sans incident et ont connu une bonne participation et une assiduité des acteurs qui ont exprimé toute leur motivation au regard de la méthodologie du LEAD⁸.</p> <p>Le curriculum de formation LEAD est adapté au contexte guinéen et le matériel de formation développé pour répondre au mieux aux besoins des futurs participants</p>	<p>Formation de 5 jours, 5-9 septembre à Conakry Formation de 5 jours, 11-15 septembre à Mamou</p> <p>70 participants, équitablement répartis entre Conakry et Mamou.</p> <p>A Conakry :</p> <p>35 participants, dont 7 femmes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 12 représentants des médias et - 23 représentants de la société civile en Conakry. <p>A Mamou :</p> <p>35 participants, dont 08 femmes :</p> <p>2 personnes ECES pour assister l'équipe des formateurs durant toute la durée des sessions de Conakry et Mamou.</p> <p>Le matériel de formation Agenda –vidéos – films – papier – tableaux -feutres, imprimés d'exercices - les formulaires d'évaluation ont fait l'objet d'un contrôle minutieux et d'une disponibilité constante par les assistants mis à notre disposition. Les études de cas, les travaux de groupe et les exercices « énergisants » ont permis de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - stimuler la réflexion active, - favoriser la participation inclusive aux discussions, - mettre en valeur les apprentissages et compétences acquises.

⁸ Annexe N 43 RAPPORT GENERAL ECES LEAD GUINEE_2me version

Axe d'intervention n°2 Appui aux Médias

Résultats attendus

Les Médias sont renforcés dans leur rôle d'information et de sensibilisation de la population sur les enjeux liés au processus électoral

Groupes cibles

Média et société civile

Principales activités	Résultats obtenus
Appui à la Fondation Hirondelle⁹ Studio Hirondelle-Guinée est un studio-école qui a démarré ses activités en janvier 2014 en partenariat avec la Radio Rurale de Guinée (RRG), et l'ISIC-Institut Supérieur de l'Information et de la Communication.	 Le 11 octobre, le jour des élections, Studio Hirondelle-Guinée (SHG) a mis en œuvre un dispositif spécial de couverture. 7 journalistes déployés dans différents centres de vote en visant particulièrement les bureaux de vote des candidats, tours de ville réguliers pour disposer d'éléments sur le déroulement du scrutin, heure par heure et en contacts fréquents avec les correspondants en régions.
Une Charte Electorale¹⁰ élaborée avec les acteurs des radios guinéennes permet d'établir un socle de valeurs communes pour la couverture du processus électoral.	La Charte Electorale établit les principes éthiques et pratiques que les radios guinéennes et le Studio Hirondelle-Guinée ont appliqués pour la couverture médiatique de la campagne électorale et des élections. Travail de rédaction réalisée en concertation avec la CENI, la HAC, la RTG et la Radio Rurale La Charte a été présentée à Conakry à l'occasion d'un Atelier sur Médias et Elections organisée à l'initiative de la Haute Autorité des Médias à l'intention de l'ensemble des acteurs du paysage médiatique.
Des programmes d'information, d'éducation civique et des débats dans les langues principales du pays permettent aux citoyens guinéens de faire des choix informés.	09 septembre au 10 octobre 2015 pendant toute la campagne électorale, la rédaction de SHG a déroulé sa grille de programmes. Production d'un journal quotidien des élections de 7 mn dans les 4 langues principales : Malinké, Soussou, Poular et Français
Les programmes produits par Studio Hirondelle-Guinée sont diffusés en FM sur la plupart du pays.	Atelier de formation des chefs de station de la Radio Rurale 27 chefs de station du réseau de la radio rurale ont été regroupés à Dabola pendant deux jours. Convention signée entre la Fondation Hirondelle et la Direction Générale de la Radio Rurale de Guinée pour prévoir un encadrement des stations, de la production et diffusion de productions pour accompagner le processus électoral et le déroulement du scrutin d'octobre 2015. Au cours des 2 jours de travaux , la Charte électorale élaborée par SHG a été présentée et distribuée, ceci afin d'établir un socle de valeurs communes pour la couverture du processus électoral.
Appui à la Maison de la Presse¹¹ Soutien au fonctionnement de la Maison de la Presse de Conakry ¹²	Appuyer le fonctionnement de la Maison de la Presse de Conakry-MDPG pour permettre à celle-ci d'offrir les services existants. Les installations de la MDPG ont permis aux journalistes

⁹ Annexe N 01 Convention de Partenariat RAPPORT D'ACTIVITES Période du projet : septembre-octobre 2015

¹⁰ Annexe N 02 Charte Electorale Studio Hirondelle-Guinée

¹¹ Annexe N 03 Convention de Partenariat Maison De la Presse

¹² Annexe N 04 Rapport d'Activités de la MDPG dans le cadre du programme Pacte-Guinée I

<p>Renforcement du Centre de Communication électorale¹³</p>	<p>nationaux et internationaux de travailler dans de bonnes conditions et de transmettre immédiatement leurs articles, sons et images à leurs rédactions pendant tout la période électorale.</p> <p>Dans le cadre de cette collaboration, la CENI a pu tenir ses points de presse ou conférences de presse au Centre de Communication Electorale que représente la MDPG et diffuser ses communiqués à travers sa liste de diffusion.</p>
<p>Appui à la Haute Autorité de la Communication (HAC)¹⁴</p> <p>Appui donné par ECES visant son bon fonctionnement.</p>	<p>Soutien au fonctionnement.</p> <p>Frais de fonctionnement ont été garantis</p> <p>Coordination des échanges et d'information entre la HAC, les médias publics, les radios privées et la radio rurale.</p>
<p>Appui à l'Union Internationale de la Presse Francophone (UPF-Guinée)¹⁵</p> <p>Appui d'ECES pour l'organisation au Palais du Peuple le 21-22 septembre, à travers le « Forum des Responsables des Medias de Guinée - FREMEGUI », d'un séminaire sur « La Responsabilité sociétale des Journalistes et Medias en période électorale »¹⁶.</p>	<p>2 jours de formation</p> <p>70 journalistes formés sur:</p> <p>« les méthodes de reportage politique en période électorale, la protection des journalistes »</p>

¹³ Annexe 05. Convention de Partenariat entre la MDPG et CENI

¹⁴ Annexe N 06 Convention de Partenariat avec HAC

¹⁵ Annexe N 07 Convention de Partenariat avec l'Union Internationale de la Presse Francophone

¹⁶ Annexe 08 Forum des Responsables des Medias Guinée et Liste de participants

Axe d'intervention n°3 Appui aux Institutions de la République

Résultats attendus

Les Institutions de la République, dédiées au renforcement de l'Etat de droit, se professionnalisent, grâce à une assistance technique spécifique

Groupes cibles

L'Administration publique par son rôle de médiateur dans les conflits reste un acteur essentiel pour le renforcement de la démocratie. Les Nouvelles Institutions de la République, le Médiateur de la République, la Cour constitutionnelle, l'Assemblée Nationale (AN), les Médias et la Société Civile.

Principales activités	Résultats obtenus
Appui à l'Assemblée Nationale	Appui à l'Assemblée Nationale par rapport à la communication. Les citoyens n'ayant pas un accès direct aux informations sur les sessions de l'Assemblée et sur les discussions et les débats parmi les différentes forces politiques pendant l'adoption des lois.
Assurer le renforcement de la politique de communication de l'Assemblée Nationale ECES a recommandé à l'Assemblée Nationale de demander l'autorisation de diffusion et d'attribution de 3 fréquences auprès de la Haute Autorité de la Communication (H.A.C.) et de l'Agence de Régulation des Postes et Télécommunications (A.R.P.T.). Le site internet de l'Assemblée nationale : (www.assembleeguinee.org)	L'installation de la Radio parlementaire a comblé un grand vide, étant donné que les travaux de l'AN affectent directement la vie quotidienne des Guinéens. Equipement des émetteurs pour la Radio Parlementaire ¹⁷ Les sites retenus pour l'installation des émetteurs commandés sont : le Palais du Peuple , le siège de la RTG à Koloma et le Mont Kakoulima à la Préfecture de Dubréka. ECES a fourni l'assistance technique pour l'acquisition de l'équipement pour la Radio Parlementaire à Conakry et pour l'acquisition de 3 équipements installés dans le studio du Parlement. 4 techniciens ont bénéficié d'une formation sur l'utilisation des équipements installés dans le studio. ECES les a aussi initié au montage audionumérique avec l'utilisation du logiciel Soundforge Audio Studio. Le processus d'élaboration du site internet a été lancé le 22 octobre. ECES a déjà reçu le cahier des charges du fournisseur.
Publication du Manuel de Procédures internes - Le Règlement Administratif, - Le Règlement Financier et - L'Organigramme de l'Assemblée Nationale ont effectivement été finalisés par les experts d'ECES sous le projet PARCAN ¹⁸ .	Le Programme Pacte-Guinée I a assuré le suivi de l'implantation de ces textes réglementaires. ECES a transmis plusieurs exemplaires des textes au Président de l'Assemblée Nationale afin que celui-ci puisse les présenter aux autres membres du Bureau avant de les signer. L'AT d'ECES a été garantie dans le cadre du partenariat avec la CAPAC ¹⁹
ATELIER BRIDGE DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ASSISTANTS TECHNIQUES DE LA CENI²⁰	Atelier BRIDGE en Conakry, du 29 août au 2 septembre 2015

¹⁷ Annexe 09 Radio Parlementaire Rapport pour Expert ECES Evaluation 12122015

¹⁸ <http://www.eces.eu/posts/parcan-guinea>

¹⁹ Annexe 18 Convention de Partenariat - Avenant

²⁰ Annexe 10 Rapport de la formation bridge des assistants techniques de la CENI aout 2015

<p>Conformément aux thématiques proposées par la CENI, la formation modulaire a permis de couvrir les questions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Intégrité Electorale - Technologie Electorale - Règlement des Disputes Electorales - Formation Electorale - Déroulement du Scrutin, Dépouillement et Résultats - Activités Pré-électorales - Sécurité des Elections - Le genre et les parties prenantes 	<p>L'équipe de facilitation était composée de 5 personnes, dont 1 femme et 4 hommes.</p> <p>38 participants, assistants de la CENI auprès des démembrements de la CENI, ont pris part à l'atelier.</p> <p>Les participants ont reçu le matériel de formation suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un sac LENOVO - Cahier du participant ; - Documents à Distribuer(DD) ; - Clé USB contenant le PowerPoint de la formation <p>Les assistants de la CENI auprès des démembrements sont au nombre de 78.</p> <p>L'AN souhaite que le reste des assistants bénéficient de la même formation donnée au premier groupe en juin 2015.</p>
<p>Appui au Médiateur de la République²¹</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Assistance technique au Médiateur de la République ▪ Appui à la stratégie de communication du Médiateur de la République 	<p>L'Assistance technique d'ECES au Médiateur a été garantie dans le cadre du partenariat avec la CAPAC</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etoffer son fonds de documentation <p>- ECES et la CAPAC ont assuré la conception et la préparation d'initiations sur les principes de la mise en place, par l'andragogie, des mécanismes des relations institutionnelles avec l'administration publique.</p> <p>Appui Technique pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conception et mise en ligne du site internet - Confection de support de communication
<p>Appui à l'Institut National Indépendant des Droits Humains INIDH²²</p> <p>Appui à l'Observatoire des Violences Electorales</p>	<p>Appui au fonctionnement de l'INIDH</p> <p>L'appui technique d'ECES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Commission de Rédaction installée en appui au Plan d'Action pour les trois prochaines années, - Règlement intérieur et le - Règlement administratif. - Le Manuel de Procédures Internes (PACTE II-Guinée). <p>1 formation de 2 jours a été délivrée par le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'homme.</p> <p>7 régions administratives, les moniteurs sont restés sur place jusqu'au 9 novembre.</p>

²¹ Annexe N 11 Convention de Partenariat avec Le Médiateur de la République

²² Annexe N 12 Convention de Partenariat avec INIDH

Résultats attendus

La Cour Constitutionnelle assure le contentieux électoral avec impartialité

Principales activités	Résultats obtenus
Appui à la Cour Constitutionnelle²³	L'Assistance Technique d'ECES a été garantie dans le cadre du partenariat avec la CAPAC. L'intervention d'ECES a été concentrée sur: <ol style="list-style-type: none">1. La détermination des besoins réels pour son fonctionnement tant pour les juges, que pour les autres membres du personnel de la Cour.2. La création d'un site web pour la Cour.3. La rédaction de son cadre organisationnel et fonctionnel.4. La préparation et la mise en œuvre d'un plan de renforcement des capacités des juges et des autres membres du personnel de la Cour5. L'organisation d'un séminaire de réflexion sur les objectifs listés ci-dessus et la proposition d'une méthodologie pour faire intégrer la Cour Constitutionnelle de la Guinée dans les réseaux internationaux des Cours Constitutionnelles et d'autres associations.

²³ Annexe N 13 Convention de Partenariat avec la Cour Constitutionnel

Axe d'intervention n°4- Appui à l'Education à la Citoyenneté de la Population

Résultats attendus

Une vaste campagne d'éducation à la citoyenneté qui sillonnera tout le pays, appuyée par la Caravane des Savoirs est organisée

Groupes cibles

La Société Civile et la population guinéenne en général.

Principales activités	Résultats obtenus
<p>Conception et mise en œuvre d'une campagne d'éducation à la citoyenneté, fondée sur le cinéma itinérant, dans les 4 régions naturelles de la République de Guinée, dans les localités sélectionnées conjointement avec les OSC partenaires selon des critères communément développés.</p> <ul style="list-style-type: none">▪ La Caravane des Savoirs a été un événement UNIQUE en son genre ;▪ Elle a créé de la cohésion ;▪ L'impact de son message de paix a été constaté dans l'acceptation du résultat final des élections par les différentes parties.	<p>Conception et organisation de la Caravane des Savoirs.</p> <p>Campagne La Guinée d'abord²⁴</p> <p>Projection du <i>An African Election</i>.</p> <ul style="list-style-type: none">-supports produits localement-sketchs/spots audiovisuels,-documentaire, -chansons, --émissions radiophoniques interactives,-affiches, dépliants, t-shirtset venu d'ailleurs <p>La Caravane des Savoirs a traversé dans son voyage 5 communes de Conakry et 18 préfectures à l'intérieur du pays, en 43 jours.</p> <p>L'équipe itinérante de la Caravane était composée de: 14 personnes dont 5 chauffeurs, 1 comptable, 1 chargé de projet, 1 responsable des opérations et de la logistique, 1 équipe technique composée de 5 personnes et un 1 chef de mission</p> <p><u>L'intervention de sensibilisation la plus extraordinaire et efficace, pour la préparation des élections d'octobre 2015 en République de Guinée</u></p> <p>Visibilité et l'impact de l'action:²⁵</p> <ul style="list-style-type: none">6 pays visités500 projections du film organisées, en Guinée5 véhicules tout terrain2.500 kilomètres parcourus40 jours de trajet23 étapes programmées/ 23 préfectures visités48 animateurs mobilisés dans les 8 Régions administratives du pays12 missionnaires pour accompagner la Caravane des Savoirs40 projections, en République de Guinée, du film « Une Election en Afrique » <p>Production et multiplication d'une boîte à outils pour l'éducation à la citoyenneté et aux processus démocratiques.</p> <p>ECES a aussi tenté de finaliser le Module d'éducation à la citoyenneté en collaboration avec le Ministère du Renseignement pré-universitaire. Le travail n'a</p>
<ul style="list-style-type: none">▪ Matériel de sensibilisation	

²⁴ Annexe 14 Dépliant caravane 1, et dépliant caravane 2

²⁵ Annexe 15 Data-narratif -communication-visibilité + Caravane-1

9 ANALYSE ET CONSTATATIONS AUX QUESTIONS EVALUATIVES

Le critère d'évaluation, pris en compte, est inspiré des critères d'évaluation de l'OCDE. Les questions évaluatives et sous-évaluatives ont été conçues conformément à la note de cadrage de l'évaluation reproduite, en annexe.

9.1 PERTINENCE DE L'INTERVENTION

Le Programme Pacte-Guinée I a été sensiblement pertinent. Il a identifié les besoins très clairs de l'Administration publique et de la société civile malgré le contexte de crise politique dans lequel se trouvait le pays. Il a été conçu de façon à répondre précisément à ces besoins. De plus le projet a pris en considération la nécessité de la participation active des organes de communication et des médias, mais aussi d'une action efficace de sensibilisation des citoyens, et de la société civile, ce qui a permis de renforcer la crédibilité des élections et l'acceptation des résultats.

Les éléments ci-dessous indiquent qu'il est difficile de voir comment le projet aurait pu être significativement plus pertinent dans son approche.

9.1.1 ACTIONS REALISEES SUITE AUX BESOINS

Le Programme Pacte-Guinée I a correctement identifié les besoins de chacun des domaines correspondant aux objectifs spécifiques.

De manière générale, les nouvelles Institutions de la République ont porté un jugement très favorable sur la pertinence du projet.

Leurs représentants interviewés par l'évaluateur, ont noté par exemple les points suivants :

- L'appui technique en matière de frais de fonctionnement a été déterminant ;
- Les formations BRIDGE et LEAD ont aidé les Institutions à améliorer leurs pratiques de gestion, y compris en adoptant des méthodes dans le domaine de Leadership pour les renforcer dans la prévention des conflits électoraux ;
- Selon toutes les personnes interviewées, les actions prises en matière de sensibilisation ont aidé la population active à prendre conscience de la nécessité d'encourager la paix avant, pendant et après le processus électoral ainsi que d'appuyer la participation des femmes.

En matière de sensibilisation, il était nécessaire de renforcer les capacités de la société civile en termes de personnel et de formation. Le projet était essentiellement conçu pour répondre au besoin de formation des membres de la société civile et des médias et dans une certaine mesure pour soutenir directement des activités de sensibilisation du public dans les régions ciblées (Guinée d'Abord).

Ce dernier domaine est celui où la conception initiale du projet a connu de sensibles modifications. La projection d'un film documentaire, tourné au Ghana et devant servir de base pour la sensibilisation et l'information des citoyens s'est révélée être d'une grande pertinence, ainsi que la production et la dissémination d'une « boîte à outils » d'éducation civique et électorale, elle-même adaptée pour sensibiliser la population à participer au scrutin dans un contexte pacifique et stable.

Les activités de sensibilisation couvraient à la fois les enjeux des élections et leurs aspects pratiques. Les ateliers d'éducation électorale sur les procédures de vote ont été précédés par des ateliers d'éducation à la citoyenneté où les participants ont pu débattre sur les enjeux politiques et sociaux du vote.

Des micros-trottoirs ont été réalisés dans la même optique et des débats organisés dans les universités.

Le film *An African Election*²⁸ a servi de base à des débats autour de l'utilité des élections dans le processus de démocratisation et de sortie de crise, tout en mettant l'accent sur le rôle déterminant de chaque acteur pour des élections pacifiques, transparentes et acceptables.

Pour les organisations de la société civile participant aux formations, c'est la formation sur les aspects pratiques du vote qui leur a semblé la plus pertinente pour sortir de cette crise prolongée. L'action positive du Programme Pacte-Guinée I a mobilisé l'attention des électeurs sur le fait que des élections crédibles allaient contribuer à la sortie de la crise.

La dimension de la sensibilisation du Programme Pacte-Guinée I menée par la *Caravane des Savoirs – La Guinée d'Abord*, a donné lieu à un accompagnement « UNIQUE » des organisations de la société civile, dans la mesure où ce sont ses militants et activistes qui ont été formés en priorité pour sensibiliser le public en général, mais surtout les groupes ethniques les plus isolés et lointains du centre du pays ne maîtrisant pas le français.

La conception du projet, bien appropriée, ainsi que l'équipe du projet, ont correctement anticipé ce besoin d'accompagnement des organisations, lié en particulier au fait que celles-ci étaient en général d'une grande fragilité institutionnelle, en étant souvent politisées, et manquant d'expertise.

La référence, dans la formulation des objectifs du Programme Pacte-Guinée I, à soutenir la participation inclusive et informée de la société civile dans la sensibilisation et l'éducation des citoyens, a contribué à renforcer sa pertinence.

Pour les médias, le Programme Pacte-Guinée I avait également correctement identifié la nécessité d'analyser le contenu pour contribuer à renforcer les systèmes de monitoring des Médias, comme véritables vecteurs d'informations professionnelles et objectives, tout au long du processus électoral.

Comme indiqué ci-dessous dans la discussion sur l'efficacité, l'activité de monitoring a été particulièrement fructueuse et pertinente, en ce qu'elle a aidé la CENI à remplir la partie de son mandat concernant le suivi des médias.

Sans l'action efficace du Programme Pacte-Guinée I, cet aspect du mandat de la CENI serait sans doute resté sans effet, dans la mesure où la CENI n'était pas elle-même équipée en personnel et en expertise pour réunir les informations nécessaires sur le contenu des médias et les analyser. Le suivi des médias était doublé d'une dimension de formation à l'intention des journalistes, ce qui était également pertinent.

On peut donc admettre que la conception du projet a été pertinente dans son appui à l'action de monitoring des médias en liant cette activité aux objectifs du projet de manière plus visible. Une telle mise en avant de la dimension monitoring a aidé à rendre plus explicite le lien entre le monitoring des médias et les activités de sensibilisation et d'observation qui se sont produites en parallèle.

En ce qui concerne le soutien à la participation inclusive et informée de la société civile dans la sensibilisation et l'éducation des citoyens, le même constat de pertinence vaut pour la sensibilisation. Les besoins d'accompagnement et de formation étaient fortement ressentis, et

29 Août	Matam
31 Août	Matoto
1 Septembre	Kaloum
2 Septembre	Dixxin
3 Septembre	Ratoma
5 Septembre	Kindia
6 Septembre	Mamou
8 Septembre	Dabola
10 Septembre	Kouroussa
12 Septembre	KanKan
14 Septembre	Kerouane
16 Septembre	Beyla
18 Septembre	N'Zerekore
20 Septembre	Macenta
22 Septembre	Gueckedou
24 Septembre	Kissidougou
26 Septembre	Faranah
28 Septembre	Dalaba
30 Septembre	Pita
2 Octobre	Labe
4 Octobre	Gaoual
6 Octobre	Boke
8 Octobre	Boffa

Le calendrier de la Caravane des Savoirs – La Guinée d'abord

²⁸ <http://anafricanelection.com>

s'ajoutaient à la nécessité d'assurer une coordination entre organisations de la société civile pour fonctionner de manière crédible.

En ce qui concerne la composante du projet de soutien des capacités des parties-prenantes dans le domaine du Leadership et de la prévention des conflits électoraux, l'Assemblée Nationale, les Partis politiques, les Médias, les OSC²⁹, celle-ci a été efficace, grâce à des formations utilisant la méthodologie LEAD, conçue par les experts d'ECES.

Celle-ci a bien satisfait au besoin de développer les capacités de la société civile en matière d'application des standards internationaux de prévention des conflits.

Plus spécifiquement, ce module LEAD³⁰ est un outil d'apprentissage souple qui est adapté en fonction du contexte spécifique et du groupe-cible des participants.

Malgré qu'il s'agisse d'un bénéficiaire secondaire du projet, l'appui fourni à la CENI à travers l'atelier de formation BRIDGE pour le « renforcement des capacités des assistants techniques » a été particulièrement pertinent en vue de la préparation aux élections.

La composante a été centrée, sur des formations utilisant la méthodologie BRIDGE, internationalement reconnue. Celle-ci répondait bien au besoin de développer les capacités de la CENI en matière d'application des standards internationaux pour s'engager à organiser des élections paisibles, transparentes et crédibles.



Formation BRIDGE, septembre 2015 à Conakry

L'assistance technique fournie à la **Cour Constitutionnelle**, récemment créée en 2015, chargée du traitement des recours en contentieux des partis politiques et de l'annonce des résultats définitifs des élections, correspondait dans la totalité à un besoin explicitement exprimé par les parties prenantes d'impliquer les parties politiques dans une approche de la lutte électorale respectueuse du droit et des principes démocratiques. Il s'agissait avant tout de renforcer la capacité des membres du barreau pour stopper les stratégies mises en œuvre par les différents partis politiques, sans pour autant intervenir dans le débat.

La pertinence de cet élément résidait également dans une dimension préventive, dans la mesure où la sensibilisation des avocats en matière de contentieux électoral était susceptible de dissuader les abus ou de renforcer les chances que d'éventuels abus seraient corrigés après les élections.

Il est clair toutefois que cette composante du projet relativement mineure en terme d'activités et de budget, ne pouvait pas en elle-même compenser les graves lacunes du secteur judiciaire guinéen, miné par un haut taux de corruption et souffrant du manque d'indépendance des juges. Dans les circonstances qui étaient celles de 2015, toutefois, la dimension du contentieux du Programme Pacte-Guinée I allait « aussi loin » qu'il était possible à court terme.

La dimension de soutien dans le terme d'assistance technique au **Médiateur de la République** nommé en janvier 2011 et qui a prêté serment le 18 mars 2015, répondait à un besoin immédiat. Elle élaborait une stratégie pour ce nouvel acteur de la vie démocratique, afin d'être mieux connu et de pouvoir pleinement jouer son rôle entre les administrés et les administrations centrales, des

²⁹ Deux sessions de formation LEAD à destination des OSC et des Médias ont été organisées et auront pour cible les responsables des Organisations de la Société civile et des Médias

³⁰ LEAD « Leadership et Prévention des conflits électoraux » utilise des techniques d'éducation d'adultes basées sur les valeurs. Au lieu de reposer sur des cours traditionnels, LEAD est basé sur des activités et se concentre sur les solutions pratiques et les défis en temps réel auxquels les acteurs électoraux doivent faire face. Les résultats attendus de compréhension et d'apprentissage sont clairement identifiés lors des ateliers, et des critères d'appréciation sont développés afin d'assurer la mesure effective des résultats. La méthodologie illustre le fait que les individus apprennent mieux lorsqu'ils sont responsables de leur propre apprentissage et sont impliqués dans des sessions de formation pertinentes pour eux et animées de manière créative.

collectivités territoriales, des établissements publics et de tout autre organisme investi d'une mission de service public, et par conséquent renforcé l'impact du projet.

En ce sens, cette dimension constituait en soi une bonne pratique de gestion de projet.

La discussion de l'impact du projet reviendra sur cet objectif, notant en particulier que sa pertinence aurait peut-être été renforcée par une stratégie plus explicite, tout au long du projet.

9.1.2 STRATEGIE D'ACTION

Le Programme Pacte-Guinée I a été conçu pour renforcer l'expertise des organisations en matière électorale, et l'accompagnement a contribué à mieux impliquer les organisations dans ce domaine.

Ce programme, ayant correctement identifié les besoins, a renforcé sa pertinence par une bonne analyse initiale des positions des différents acteurs, et par une excellente capacité à s'adapter aux aléas de la période pré-électorale.

Toutefois la faiblesse institutionnelle des organisations justifiait des actions d'accompagnement plus poussées, qui auraient contribué à terme à renforcer les structures de gestion et de gouvernance des organisations.

9.1.3 GESTION DES RISQUES

Le document de projet avait correctement identifié les risques qui pouvaient avoir un impact négatif sur la mise en œuvre du Programme Pacte-Guinée I.

- Risques politiques. Respect ou non par les protagonistes de la crise, des conditions nécessaires à la tenue des élections, voir éventuellement l'usage de violence.
- Risques techniques et opérationnels. Capacité de la CENI à organiser les élections dans les délais prévus, disponibilité des financements.
- Risques sécuritaires. Capacité des formateurs et représentants des médias et de la société civile à se déplacer à travers le pays.
- Risque d'inefficacité. Manque d'intérêt des Nouvelles Institutions de la République, des médias et de la société civile pour le projet.

Le document de projet esquissait des stratégies de mitigation de ces risques, qui se sont révélés gérables. De fait, la principale difficulté rencontrée par le projet était liée aux aléas de la mise en œuvre de la feuille de route de sortie de crise. Toutefois, la bonne anticipation des risques dans le document de projet, ainsi que la bonne gestion du projet par ECES, ont permis de réduire l'impact de ces aléas sur la mise en œuvre du projet.

9.2 EFFICACITE

Le projet a été efficace, en ce qui concerne l'essentiel des activités prévues. Il a été mis en œuvre et dans certains cas est allé au-delà de ce qu'envisageait le document de projet. D'une façon générale les résultats prévus ont été largement atteints. L'efficacité du projet devait beaucoup à la pertinence de sa conception, à la gestion faite par l'équipe et à la qualité des intervenants impliqués, par exemple dans les formations.

On peut penser que l'efficacité du projet aurait pu être améliorée, au moins à la marge, par plus de consultation des organisations de la société civile guinéennes en ce qui concerne la gestion des activités. Il faut toutefois reconnaître qu'une telle consultation aurait elle-même été confrontée à des défis sérieux, et que le projet a beaucoup fait pour renforcer les prestations de l'administration publique et l'implication de la société civile dans le processus électoral.

9.2.1 ACTIVITES ET RESULTATS

De manière générale, le projet a été réalisé en conformité avec son cadre logique, donc avec les activités prévues. Ceci constitue en soi un réel succès, dans la mesure où le contexte politique était passablement sensible et que la société civile, le principal groupe cible, était dans une situation de faiblesse.

La Caravane de Savoirs - La Guinée d'Abord. La Campagne de Sensibilisation dans les 4 Régions naturelles du pays a eu lieu comme prévu, et même au-delà des attentes. Les fonds pour l'action de sensibilisation ont été mis à la disposition des organisations de la société civile pour des activités au niveau local, utilisant matériels et techniques développées par le Programme Pacte-Guinée I.

On note également les points suivants concernant le volet sensibilisation :

- En terme de contenu de la sensibilisation, l'équipe du projet utilisant leur *boîte à outils* à l'éducation civique électorale en appui au film « *An African Election* » a fourni un soutien aux formateurs. Ce film donne l'illustration saisissante, à base de faits réels, de la découverte des enjeux des élections et des solutions viables à des problèmes ou défis à surmonter dans un processus électoral. La modification la plus sensible sur ce plan était que la projection



Projection du film "An African Election", Macenta, Octobre 2015

- itinérante du film documentaire « *An African Election* » a fait place à la mise en place de stands de sensibilisation dans chacune des 18 préfectures à l'intérieur du pays. Un nombre total de **46 formateurs-animateurs** a été impliqué, chacun pour 20 jours de travail, dont 2 jours par étape du trajet de la Caravane, qui a compté **23 étapes**, notamment dans les cinq communes de Conakry et les 18 préfectures^{31/32}. Ces expériences ont démontré que les messages du film dépassent les frontières et les barrières culturelles.
 - Les activités de sensibilisation sur le terrain se sont révélées être très bien suivies par la plupart de la population locale. La projection du film suivie de débats et d'éducation électorale a permis de transmettre un message de paix fort et efficace.
- L'approche mise en œuvre a permis de sensibiliser la population sur les aspects pratiques de l'élection de manière à réduire le risque de fausse manœuvre invalidant des bulletins.
- Pour l'essentiel, les activités de sensibilisation ont été menées avec les responsables des réseaux de la société civile guinéenne³³ bien connus et appréciés, disposant donc d'une expérience et une crédibilité avérée, au niveau local. Les formations dispensées aux sensibilisateurs-animateurs ont permis de sélectionner des coordinateurs régionaux chargés

³¹ 2 jours de formation des animateurs de la Caravane des Savoirs ont été organisés le 27-28 août 2015 dans les locaux de l'Assemblée Nationale à Conakry afin d'affiner les outils et leur trajet. A la fin de ces deux jours, les animateurs ont reçu une feuille de route en guise d'aide-mémoire pour préparer les actions définies.

³² **EXTRAIT DE LA FEUILLE DE ROUTE POUR L'ORGANISATION DE LA CARAVANE** Sous la coordination de l'équipe d'ECES en sensibilisation, les équipes composées de deux (2) animateurs par préfecture seront responsables des tâches suivantes. (i) Mettre en place un comité d'organisation de cinq (5) membres (OSC et CEPI), (ii) Veiller à la sécurisation des lieux d'animation et de projection, (iii) Chaque étape se déroule en deux jours. (iv) Participation: 100 leaders d'opinion et autorités locales décentralisés et déconcentrés ; 500 personnes au moins pour le grand public, (v) Chaque rencontre est supervisée par un expert international en animation, (vi) Le suivi sera assuré par l'équipe les équipes d'animation locales et ECES, (vii) Accueillir et s'occuper des besoins des missionnaires, (viii) Contacter et informer les autorités locales et la CEPI, (ix) Assurer la facilitation de la mise à disposition des fonds et matériels pour la formation des commissions administratives conformément au budget, (x) Mettre au responsable financier de la Caravane les justificatifs des dépenses effectuées (xi) Effectué un rapport dans les 10 jours qui suivent le passage de la Caravane

³³ Conseil Régional des Organisations de la Société Civile/CROSC de Conakry

de planifier les activités en liaison avec l'équipe du Programme Pacte-Guinée I. Cette approche s'est révélée efficace, dans la mesure où elle a permis de faire bon usage des ressources disponibles sur le terrain et d'éviter les doublons.

L'évaluateur a constaté que le Programme Pacte-Guinée I, en utilisant les réseaux des organisations de la société civile impliquées dans la sensibilisation, a bien tenu compte des nombreux avantages, de leurs remarques méthodologiques, par exemple sur l'usage des réseaux sociaux.

Les organisations impliquées dans les activités de sensibilisation ont noté qu'aucun problème n'a eu lieu pendant le passage de la Caravane des Savoirs. Au début le risque était relatif au télescopage dans le temps des activités de sensibilisation avec les activités de campagne des partis politiques, de sorte que certains auraient pu confondre les sensibilisateurs avec des militants politiques.

De même, certains membres de la population locale auraient pu prendre les sensibilisateurs pour des membres de la CENI ou des officiels gouvernementaux.

Bien sûr, ce genre de problèmes était dus aux multiples aléas de la période pré-électorale, qui impliquaient les partis politiques et les candidats en campagne électorale et dans les caravanes politiques. L'utilisation du micro-trottoir qui précédait les différentes sessions de sensibilisation a évité tous malentendus.

Le renforcement des médias dans leur rôle d'information et de sensibilisation de la population sur les enjeux liés au processus électoral a constitué une des activités les plus efficaces et les plus innovantes du projet. L'appui à la Fondation Hironnelle afin de réaliser des programmes radio d'actualité, d'éducation civique et des débats ont permis à tous les citoyens du pays de recevoir des informations pertinentes et utiles pour mieux comprendre les enjeux liés à la tenue des élections présidentielles d'octobre 2015. La Charte électorale³⁴ conçue par le Project a été rédigée en collaboration avec le Studio Hironnelle-Guinée pendant la phase pré-électorale, elle a permis d'établir les principes éthiques et pratiques que les radios guinéennes doivent appliquer pour la couverture médiatique de la campagne électorale et des élections. Ce travail de rédaction a été fait en concertation avec la CENI, la HAC, la RTG et la Radio rurale.

La convention signée entre la Fondation Hironnelle et la direction générale de la Radio Rurale de Guinée pour l'organisation de **l'atelier de formation des chefs de station de la radio rurale**³⁵ une semaine avant le démarrage de la campagne électorale, a permis un encadrement des stations ainsi que la diffusion des productions pour accompagner le processus électoral.

Le soutien au fonctionnement de la **Maison de la Presse** grâce à la subvention fournis par le Programme Pacte-Guinée I a permis de réaliser ses objectifs d'appui à la professionnalisation du secteur des médias et de cadre d'expression libre et démocratique. Les domaines d'analyse, la nature et l'objectivité des informations et reportages, l'usage ou non de langage « incendiaire », la place laissée aux différents candidats aux élections, étaient pertinents, et les analyses de l'unité de monitoring des médias, partagées avec la CENI, ont contribué à la concertation entre celle-ci et les médias.

L'intervention du PACTE en appui à la **Haute Autorité de la Communication (HAC)** comme coordinateur des échanges et des informations entre elle et les médias publics, la radio privée et la radio rurale a été efficace dans son ensemble d'appui institutionnel.

³⁴ La Charte Electorale fixe à l'avance, les règles que les journalistes s'imposent pendant les périodes électorales. Elles reprennent les principes fondamentaux de l'exercice professionnel du journalisme ainsi que les valeurs de la Fondation Hironnelle. Elle présente aussi les mesures à mettre en œuvre afin que les partis représentatifs, les candidats et les principales organisations de la société civile puissent avoir un accès à l'antenne de façon équitable. De telles dispositions sont prises dans le monde entier en période électorale par des médias indépendants. Studio Hironnelle-Guinée affirme ainsi vouloir évoluer dans un cadre précis et structuré en période électorale.

³⁵ 27 chefs de station du réseau de la radio rurale ont été regroupés à Dabola pendant deux jours. Ce regroupement prévoit un encadrement des stations et la production et diffusion de productions pour accompagner le processus électoral

La formation des journalistes à travers l'**appui à l'Union Internationale de la Presse Francophone**³⁶ a été suggérée directement par la Délégation de l'UE, en appui au « Forum des Responsables des Médias de Guinée - FREMEGUI ». Elle a favorisé l'organisation du séminaire sur le thème intitulé « La Responsabilité sociétale des Journalistes et Médias en période électorale ». Bien que cette formation ait été décidée au dernier moment, elle a été beaucoup appréciée par les journalistes et les médias.

L'Assistance technique apportée par l'Université de Liège à travers la CAPAC - Cellule d'appui Politologique Afrique – Caraïbes, et le soutien donné par le Programme Pacte-Guinée I aux Nouvelles Institutions de la République, l'**Assemblée Nationale**, le **Médiateur de la République** ainsi que la **Cour Constitutionnelle** dans son rôle relatif au contentieux électoral, ont permis de sensibiliser sur les enjeux liés au respect des règles électorales et sur la question du contentieux.

Cet appui a également contribué au bon déroulement des élections, par la sensibilisation des partis aux règles qui régissent le traitement des contestations électorales.

De même, la CAPAC a apporté son appui à l'ONG locale «**Association Guinéenne de Sciences Politiques – AGSP**»³⁷ pour la réalisation et l'organisation de sondage d'opinion sur la participation politique et la démocratie en Guinée. L'Assistance technique du Programme Pacte-Guinée I à l'AGSP a permis de développer le sondage sur un échantillon de 1500 individus représentatifs de la population des communes urbaines des sept régions administratives et la zone spéciale de Conakry, âgé de 18 ans et plus, constitués d'après la méthode des quotas : sexe, âge, état civil, groupe ethnique d'appartenance, profession, niveau d'instruction, radios et chaîne de télévision de préférence.

L'appui du Programme Pacte-Guinée I au fonctionnement de l'**INIDH l'Institut National Indépendant des Droits Humains et à l'Observatoire des Violences Electorales**³⁸ dans le but d'aider à la reconnaissance de cette Institution de la nouvelle République, a facilité l'installation de la Commission de Rédaction et le Plan d'Action pour les trois prochaines années.

De plus, le projet a lancé avec célérité la rédaction du Règlement Intérieur et du Règlement Administratif ainsi comme indiqué par le Manuel de Procédures Internes, déjà prévus pour le prochain Programme Pacte-Guinée II.

Le travail de collecte des leçons apprises et de recommandation pour les futurs cycles électoraux a sans aucun doute été favorisé par le fait qu'il constituait un objectif explicite du projet. Les Nouvelles Institutions de la République ainsi que les médias et d'autres groupements d'organisations de la société civile ont été spécifiquement encouragés à travailler sur des futures réformes. Les parties prenantes du projet avaient, chacune dans son domaine respectif, développé des idées et recommandations destinées à servir de base à un plaidoyer futur auprès des institutions.

³⁶ Programme Pacte-Guinée I a financé l'organisation au Palais du Peuple le 21-22 septembre, par l'Union Internationale de la Presse Francophone (UPF-Guinée). Il s'agit de la première fois que un tel forum d'échanges entre les journalistes guinéennes et les collègues francophones a été organisé, et ECES a été sollicitée d'accompagner un cadre permanent de dialogue de forum des médias. La cérémonie officielle d'ouverture de ce forum a été placée sous la présidence de Mme Condé Présidente de la Haute Autorité de la Communication – HAC, en présence du Secrétaire Général du ministère de la Communication, du représentant du Ministre de la Culture et du Patrimoine Historique, de l'Ambassadeur Représentant-Résident de l'Union Européenne en Guinée, de l'Ambassadeur de France en Guinée et en Sierra-Léone, du représentant de l'ECES ainsi que plusieurs personnalités et responsables des médias de Guinée.

³⁷ L'ONG local «*Association Guinéenne de Sciences Politiques – AGSP*», enregistrée depuis 2012, vise à favoriser le développement durable par des activités de recherches scientifiques sur des thématiques sociopolitiques du pays ayant une incidence sur les populations, a initié ce projet de sondage d'opinion portant sur la participation politique et la perception de la démocratie par les populations guinéennes. Le projet a couvert toutes les communes urbaines des sept régions administratives et la zone spéciale de Conakry, en s'étendant sur une période de 20 jours.

³⁸ Le monitoring des violations de droits de l'homme pendant la période électorale a commencé le 8 octobre 2015, avec le déploiement de 75 personnes, issues de l'INIDH et de la société civile. Une formation de deux jours leur a été délivrée par le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'homme. Couvrant les 7 régions administratives, les moniteurs sont restés sur place jusqu'au 9 novembre.

9.3 EFFICIENCE

Le projet a été efficace dans sa gestion, ainsi qu'en terme d'usage des fonds de l'Union Européenne. Il est incontestable que le projet a soutenu l'implication de toutes les Nouvelles Institutions de la République mais aussi des médias et de la société civile dans le processus électoral, à une échelle sans précédent en Guinée Conakry. Il s'agit là d'une réussite qui doit être saluée au vu du contexte délicat du pays, et qui témoigne d'un usage approprié des ressources disponibles.

L'examen du budget, confirmé par le rapport externe de vérification des dépenses, réalisé par le cabinet « Auditeurs Associés », montre que les ressources ont globalement été utilisées conformément aux prévisions, et que les changements apportés lors de la mise en œuvre du projet n'ont pas résulté en des modifications inappropriées du budget.

Une des principales raisons de l'efficacité et de l'efficience du projet a été, incontestablement, la mobilisation et la motivation de l'équipe du Programme Pacte-Guinée I. Au sein de l'équipe du projet, l'Unité de Gestion (UGP) relativement restreinte, était dirigée par le Coordinateur du projet, représentant d'ECES. L'équipe du Programme Pacte-Guinée I a pu gérer la lourde charge de travail du projet, intense lors de certaines phases, de sorte que l'ensemble des activités a été mise en œuvre, en conformité avec les exigences de l'Union européenne en termes financiers et narratifs.

On doit aussi mettre en évidence l'excellente gestion des fonds de la part d'ECES en ce qui concerne la difficile campagne de sensibilisation à travers la mise en œuvre de la Caravane des Savoirs.

A partir des interviews réalisées à Conakry avec les parties impliquées, en aucun cas il en est ressorti que les fonds mis à disposition pour payer les animateurs ainsi que l'organisation des événements liés à la projection du film « *An African Election* » ont connu des retards ou enregistré des incompréhensions et d'autres problèmes.

En ce qui concerne la Caravane des Savoirs composée d'une équipe de 14 personnes, qui a voyagé partout dans le pays pendant 43 jours consécutifs, très souvent dans des conditions défavorables, se confrontant à des contextes très différents au niveau de la langue et de la culture, on peut alors imaginer tout le travail logistique et opérationnel qui a dû être mis en œuvre.

Il convient de remarquer que la méthode employée, en étroite collaboration avec les animateurs du réseau de l'ONG Guinéenne, qui ont toujours effectué un travail en amont dans les localités indiquées, en obtenant un appui des autorités locales, religieuses et administratives doit être considéré comme un grand succès pour la gestion de l'action d'ECES.

En tenant compte de la complexité des actions mises en place par ECES ainsi que de la courte période de développement du projet, il faut noter que le projet a été géré de manière efficace dans son ensemble, satisfaisant à la fois le bailleur européen et les parties prenantes guinéennes.

Vu le contexte politique et électoral sensible, la Délégation de l'Union Européenne a été fréquemment consultée par rapport à l'opportunité de mettre en œuvre les activités planifiées.

9.4 IMPACT

La notion d'impact, à la différence de celles d'effectivité ou d'efficacité, recouvre les changements qui font suite à un projet et qui vont au-delà des résultats souhaités.

On entend donc par **impact**, dans le domaine de projets liés au cycle électoral, les conséquences ou les effets, positifs et négatifs, directs ou indirects, intentionnels ou non, du projet et comment ils s'expliquent. L'évaluateur a pris en considération les résultats souhaités et les résultats indus, de même que les impacts positifs et négatifs de facteurs externes, tels que le contexte politique et électoral, les conditions financières etc.

En ce sens, l'impact principal du projet est qu'il a bien entendu contribué à des élections crédibles et donc à la poursuite de la mise en œuvre de la feuille de route de sortie de crise.

On ne peut pas attribuer cet impact au projet de manière exclusive puisqu'il faisait partie d'un ensemble d'activités menées par de nombreuses parties prenantes dans le but de contribuer à des élections crédibles et reconnues. On peut toutefois attribuer au projet des éléments d'impact tels que les suivants :

- En ce qui concerne le volet **sensibilisation**, grâce à une vaste campagne d'éducation à la citoyenneté partout dans le pays, on peut se demander ce qu'aurait été le taux de participation³⁹ au scrutin électoral si celle-ci n'avait pas eu lieu.
- La sensibilisation a été bien organisée par l'équipe d'ECES avec la collaboration de la société civile, afin de contribuer à maintenir le taux de participation au vote à un niveau élevé.
- Par ailleurs, le projet a sans doute établi un précédent favorable en terme d'implication de la société civile et des médias dans les processus électoraux. De leur côté, il est vraisemblable que les médias et la société civile vont continuer à s'impliquer, à un degré plus élevé que par le passé, dans le suivi du cycle électoral. Des organisations de la société civile qui ne jouaient auparavant aucun rôle dans cet exercice, ont une appréciation positive de leur expérience avec le Programme Pacte-Guinée I et se disent décidées à inclure le suivi des élections dans leur champ d'activité.
- En ce qui concerne l'intervention du projet pour le renforcement des capacités des parties-prenantes dans le domaine de Leadership et de la prévention des conflits électoraux pour l'Assemblée Nationale, les Partis politiques, les médias, l'OSC, l'organisation des formations spécifiques LEAD a été un grand avantage dans la mesure où l'on a vu l'implication de personnels formés dans l'observation électorale à l'étranger, ce qui est susceptible de leur apporter une expertise supplémentaire.
- Un autre impact important du projet a été⁴⁰ réalisé grâce à la formation BRIDGE, internationalement reconnue. Le renforcement des capacités du deuxième et dernier groupe de 38 sur les 76 assistants techniques des démembrements de la CENI, afin qu'ils puissent jouer pleinement leur rôle d'assistant dans le respect des principes communément admis.
- Le volet de **renforcement des Médias** dans leur rôle d'information et de sensibilisation de la population sur les enjeux liés au processus électoral a eu un impact positif. Les journalistes liés directement ou indirectement à la Maison de la Presse, ainsi que les éditeurs et producteurs ont intériorisé la perspective d'un suivi impartial du contenu éditorial des médias, ce qui est susceptible de les responsabiliser d'avantage en incitant à l'autorégulation.
- Ce volet a également constitué un important élément de coopération entre les médias et les institutions, dans la mesure où la CENI n'avait pas elle-même les moyens de suivre les médias comme l'avait fait le Programme Pacte-Guinée I. On peut donc penser que le précédent du projet, l'échange entre une structure de monitoring et le suivi des médias, sera reproduit à l'avenir, soit au niveau du nouveau Programme Pacte-Guinée II mais aussi dans le développement de la transparence et la collaboration mutuelle entre les structures impliquées.

Le volet de renforcement du professionnalisme des nouvelles Institutions de la République, **l'Assemblée Nationale, le Médiateur de la République, et l'INIDH** est dédié au renforcement de l'Etat de droit, à travers une assistance technique spécifique comme celle de CAPAC qui a sans doute eu un impact particulier et très pertinent dans le sens où elle a permis d'améliorer la gestion

³⁹ http://www.eueom.eu/files/pressreleases/english/MOEUE_Guine_2015_RapportFINAL.pdf

⁴⁰ Annexe N 10 Rapport de la formation bridge des assistants techniques de la CENI aout 2015

publique dans le respect des règles du jeu démocratique et qu'ils persisteront dans cette attitude à l'avenir.

De la même façon, l'assistance technique apportée par le projet en appui à la toute récente constitution de la **Cour Constitutionnelle** pour assurer la gestion des contentieux électoraux avec impartialité a eu un impact particulier, rejoignant complètement le résultat prévu par le projet.

Le volet de l'organisation de **sondage d'opinion** sur la participation politique et la démocratie en Guinée sur base d'échantillons représentatifs, l'assistance technique apportée par le projet avec la collaboration de CAPAC et de L'ONG local «Association Guinéenne de Sciences Politiques» – AGSP, a permis à tous les acteurs impliqués dans le processus électoral de se faire une idée sur la perception que les populations ont de la politique et de la démocratie, de la participation politique des citoyens et de la connaissance des institutions politiques⁴¹.

Cette démarche rationnelle a permis de produire un document stratégique qui a aidé les acteurs nationaux et étrangers à comprendre l'engagement et la participation politique, ainsi que de la perception que se font les populations des communes urbaines de la politique et de la démocratie.

⁴¹ -Echantillon Général : 1.500 individus représentatifs des communes urbaines des (7) sept régions administratives et la zone spéciale de Conakry de la population des âgés de 18 ans et plus, constitués d'après la méthode des quotas (sexe, âge, Etat civil, groupe ethnique d'appartenance, profession, niveau d'instruction, radios et chaîne de télévision de préférence).
- Lieu : Les communes urbaines des régions administratives de N'Zérékoré, Kankan, Faranah, Labé, Mamou, Kindia, Boké et la zone spéciale de Conakry.

10 LES LEÇONS APPRISES

Il est essentiel de relever que le programme Pacte-Guinée I a permis d'apporter des leçons dont l'impact a contribué à renforcer la structuration de la société civile et les Nouvelles Institutions de la République, engagées dans la consolidation de la démocratisation en République de Guinée, avec une meilleure mutualisation des moyens et un renforcement de leurs capacités pour une action professionnelle, méthodique et non partisane dans toutes les phases du processus électoral.

Le travail fait autour de la capitalisation de l'expérience et de la formulation de recommandations est également susceptible d'influencer la manière dont ces institutions et groupes de pression de la société civile mèneront de futurs projets.

Le projet bénéficie de conditions favorables pour que les éléments d'impact esquissés ici continuent de se faire sentir. En effet les dernières élections de 2015, si elles n'ont pas satisfait tout le monde, elles n'ont pas donné lieu à des violences et la sortie de crise, aussi fragile soit-elle, reste sur les rails. Dans ce contexte, l'espace ouvert aux médias et à la société civile, grâce à la campagne de sensibilisation, à l'occasion des élections, constitue un atout majeur, même s'il est encore un peu fragile et nécessite un appui majeur.

L'accompagnement aux Nouvelles Institutions de la République, le Médiateur de la République, la Cour constitutionnelle, l'Assemblée Nationale (AN), les Médias et la Société Civile par le Programme Pacte-Guinée I a sans doute contribué à renforcer leurs capacités à être actifs et présents sur la scène politico-sociale de la nouvelle République.

Ainsi, on peut penser que le projet produira un impact encore plus important en ayant une stratégie explicite de reproduction de l'action comme prévue et déjà conçue dans la conception du nouveau et futur PACTE II.

Toutefois, ces activités ne pouvaient se substituer à une stratégie de plaidoyer fondée sur une détermination commune de messages entre la société civile et l'équipe du Programme Pacte-Guinée I, une analyse des parties prenantes et des points d'entrée potentiels et un partage des tâches entre les différents acteurs. Tous ces éléments sont entrevus pour le futur, mais n'étaient pas partie intégrante du présent programme.

11 VISIBILITE

L'action de Visibilité⁴², a pour objectif direct de mettre en évidence les bienfaits résultant du projet, et dans quelle mesure elles perdureront - après la finalisation du projet et l'arrêt du financement, ainsi que les principaux facteurs qui influencent la viabilité ou non du projet.

Il n'y a pas de doute sur le fait que beaucoup de choses ont été mises en œuvre pour rendre publiques les activités et les analyses du Programme Pacte-Guinée I à travers tous les moyens disponibles et présents sur le territoire ; des communiqués et conférences de presse, rencontres avec la CENI, participation à de nombreux forums, par exemple.

Le Plan de communication et de visibilité a mis en exergue également à développer une stratégie de communication en direction des opinions publiques, des bénéficiaires et des partenaires, des avancées du projet, tout en assurant la visibilité de la contribution de l'Union européenne⁴³.

Il n'y a aucun doute sur le fait que le plan de visibilité du projet a été bien préparé afin d'atteindre un grand nombre de moyens de diffusion et agir sur un large éventail d'action.

⁴² Annexe 17 Le Plan de Visibilité du Programme Pacte-Guinée I

⁴³ Manuel de Communication et de Visibilité pour les actions extérieures de l'Union Européenne, édition 2010
https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/communication_and_visibility_manual_fr.pdf

Afin de veiller à l'image du Projet et la promotion de la Caravane, le Programme Pacte-Guinée I a bénéficié de différents outils de promotion qui ont été la plupart utilisés et distribués lors des différents événements organisés notamment pour les bénéficiaires.

Pour assurer la visibilité du Projet, le Programme Pacte-Guinée I a utilisé tous les outils de visibilité et de communication disponibles et prévus dans le plan de visibilité préparé minutieusement.

EVENEMENT	OUTILS
Promotion	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Charte graphique, logo⁴⁴, en-tête⁴⁵, ▪ Publicité presse et médias, radio, télé⁴⁶ ▪ Les productions audiovisuelles et photographiques⁴⁷ Reportages et compte-rendu sur les activités du projet, réalisation des micros-trottoirs.⁴⁸ ▪ Différents outils de travail pour chaque activité ▪ Support promotionnel⁴⁹ ▪ Les différents supports classiques de visibilité externe ; banderoles, bannières, affiches, dépliants.
Information	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Site web⁵⁰ ▪ Les réseaux sociaux ▪ Évènements et visites sur terrain ▪ Presse et médias audio-visuels ▪ Diffusion des documents imprimés ou informatisés (rapports)

Éléments de visibilité :



Logo du projet – Programme Pacte-Guinée I



Bannière – La Caravane « La Guinée d'abord »

⁴⁴ Logo : L'équipe du Programme Pacte-Guinée I a développé plusieurs propositions pour le logo devant représenté visuellement le projet.

⁴⁵ Le visuel du Programme Pacte-Guinée I. L'équipe du programme Pacte-Guinée I a adopté comme en-tête du projet le logo de l'Union européenne affiché à gauche et celui d'ECES positionné à droite avec le nom du projet au milieu.

⁴⁶ Publicité et Information dans la presse et médias audio-visuels. La publicité dans la presse a été utilisée principalement pour assurer la promotion des activités du Projet. Les différentes **conférences de presse** ont été toujours précédées par des articles dans la presse et sur les outils médiatiques du projet. La promotion des activités du projet ont également fait l'objet de 24 reportages à la radio et diffusés par 18 stations de radio. **La presse écrite** (Zoom Infos) et les médias en ligne ont également servi comme un outil de communication efficace pour la diffusion d'information sur les activités du projet, notamment sur la campagne nationale de sensibilisation. Précisément, 16 articles⁴⁶ ont été publiés par les sites-web: guineenews.org, afriquezoom.info, visionguinee.info, site web d'EEAS, guineematin.com, guineefutur.com, guineeconakry.info, guineequotidien.com, kababachir.com, mosaiqueguinee.com et agpguinee.org.

La télévision privée et nationale a également diffusé des reportages sur la mission et les activités de la Caravane « La Guinée d'abord ».

⁴⁷ Au total, 19 albums illustrant les activités du projet ont été publiés sur les outils médiatiques du projet: le site web du projet (www.pacte-guinee.eu), le site web d'ECES (www.eces.eu) et les pages Facebook d'ECES et du Programme Pacte-Guinée I.

⁴⁸ Une partie importante de la stratégie de communication et de visibilité de la Caravane a été la production de 11 micros-trottoirs (vidéos) publiés sur la page YouTube du projet, site-web du projet (www.pacte-guinee.eu), le site web d'ECES (www.eces.eu) et les pages Facebook d'ECES⁴⁸ et du Programme Pacte-Guinée I.

⁴⁹ Le matériel promotionnel de la Caravane a été développé d'une façon compatible avec les couleurs et les formes des logos (de l'UE, d'ECES, de la CENI et l'emblème de la Guinée) et destinée à tous ceux qui sont impliqués dans le Programme dans le but de fournir une identité visuelle commune à tous les instruments et produits de la Caravane.

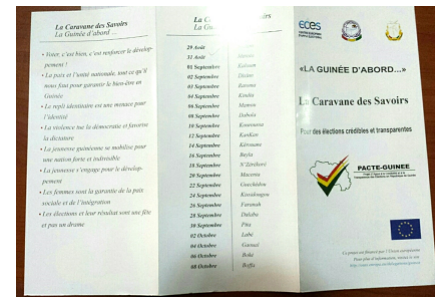
⁵⁰ Site Web www.pacte-guinee.eu Un site internet dédié au Programme Pacte-Guinée I a été créé et mis à jour régulièrement : www.pacte-guinee.eu. Il a été le principal outil de communication du Projet. Le site internet contient toutes les informations et la documentation pertinente y afférente. Les descriptifs contiennent un résumé du projet et de ses actions, des photos et des témoignages ainsi que d'autres informations adéquates informant sur le financement du projet par l'Union européenne.



Bannière verticale de la Caravane



Casquette de la Caravane-La Guinée d'abord



Dépliant éducatif de la Caravane



T-shirt de la Caravane des Savoirs – La Guinée d'abord



Autocollant sur les 5 voitures de la Caravane des Savoirs – La Guinée d'abord

Le plan de communication et de visibilité de Programme Pacte-Guinée I a été sans doute d'un grand impact dans plusieurs domaines, répondant à des activités et ou des communications en utilisant tous les moyens de diffusion, permettant ainsi d'atteindre un impact majeur.

- Informer les parties prenantes au processus électoral sur le dispositif d'appui du Programme Pacte-Guinée I ;
- Démontrer l'impact spécifique du Projet grâce au financement de l'Union européenne ;
- Produire le matériel de visibilité et de communication et le rendre accessible à toutes les parties prenantes ainsi qu'aux autres acteurs impliqués dans l'appui au processus électoral en Guinée ;
- Assurer l'information portant sur le bailleur de fonds de Programme Pacte-Guinée I ainsi que des autres acteurs impliqués dans l'appui au processus électoral guinéenne afin de garantir une bonne coordination ;
- Réaliser la mise à jour des informations sur les activités du projet principalement à travers le site internet et la page Facebook d'ECES et de Programme Pacte-Guinée I.

12.1 CONCLUSIONS

On peut synthétiser comme suit les conclusions de l'évaluation, sur la base des constatations et réponses aux questions évaluatives présentées au chapitre précédent.

Le projet a constitué une excellente réponse à un besoin important et correctement analysé.

1. Le Programme Pacte-Guinée I a été un projet bien construit, répondant à des besoins correctement analysés et à la situation de crise pré-électorale. Centré sur le développement des capacités des Nouvelles Institutions de la République, des médias et de la société civile en terme de sensibilisation, il a aussi tenu compte du risque de contentieux électoral.

Les différentes composantes du projet étaient correctement formulées, et sa conception n'a montré aucune faiblesse en termes de gestion et d'organisation.

2. Le projet a réuni des partenaires dotés d'une expertise pertinente.

La CAPAC, formant le consortium PACTE avaient des expertises pertinentes.

Les experts, spécialisés dans les formations BRIDGE et LEAD étaient bien choisis et ont apporté une excellente valeur ajoutée.

3. Le projet a adopté des approches innovantes et appropriées au contexte. Le Programme Pacte-Guinée I s'est distingué pour sa qualité et l'intensité de l'accompagnement réalisé au sein des Nouvelles Institutions de la République, qui a permis de renforcer sensiblement ses capacités.

Cet accompagnement, qui était bien explicité dans le document de projet, a sensiblement renforcé la valeur ajoutée du Programme Pacte-Guinée I pour les médias et la société civile.

Autre bonne pratique, le fait d'avoir érigé en objectif de projet une **stratégie de sortie**, sous forme de recueil de leçons apprises et de recommandations en fournissant le matériel indispensable pour dessiner le Programme Pacte-Guinée I. II, a également contribué à la qualité et la pérennité du projet.

4. Le programme s'est avéré efficace en dépit du contexte pré-électoral difficile.

Une des réussites du programme est le degré de réalisation des activités prévues malgré l'instabilité de la période pré-électorale. Les adaptations étaient raisonnables et, pour l'essentiel, les Institutions de la République et les médias ont travaillé en bonne intelligence avec l'équipe du Programme Pacte-Guinée I, de sorte que les volets capacitation et sensibilisation ont plus qu'atteint les résultats escomptés.

5. La gestion du projet était professionnelle et appropriée.

L'équipe du projet était motivée et réactive, et son engagement a clairement été déterminant dans l'efficacité du projet, engagement largement reconnu par les parties prenantes. Les ressources du projet ont été correctement utilisées, de sorte que dans l'ensemble, le projet a constitué un bon exemple de valeur ajoutée.

6. Les parties prenantes à Conakry, ont été formellement consultées sur la gestion du projet au niveau stratégique.

Les organisations des Nouvelles Institutions de la République comme les médias et la société civile, impliquées dans le projet ont unanimement reconnu les avantages que celui-ci leur a apportés. Même les organisations qui n'avaient pas un rôle formel dans la gestion du projet ont reconnu avoir été consultées tout au long de la mise en œuvre des activités, dans le cadre de l'accompagnement réalisé par le Programme Pacte-Guinée I.

7. Le programme a influencé positivement les institutions impliquées dans les élections, les médias et la société civile.

Les principaux impacts du projet peuvent se résumer par le fait qu'il a contribué de manière substantielle à renforcer l'implication des organisations de l'administration publique, les médias et la société civile dans le cycle électoral, et leur capacité à mener des activités de sensibilisation, suivie d'analyses crédibles.
8. Le projet a inclus des éléments substantiels de pérennité.

Les formations et l'accompagnement des institutions publiques ainsi que la sensibilisation par la société civile, en particulier, ont contribué au renforcement de leurs capacités, que certaines organisations sont décidées à rendre pérenne.
9. On a constaté la très grande satisfaction des bénéficiaires quant à la contribution du Programme Pacte-Guinée I à l'organisation des élections présidentielles, dans un contexte national très complexe rythmé par des violences pré-électorales. Ce dernier a été aussi efficace même si non nécessairement prévu, notamment en ce qui concerne le développement des capacités au niveau national et la mise en place d'une administration nationale dynamique capable de relever les défis des futurs cycles électoraux. Ce qui explique l'appréciation plus que satisfaisante des bénéficiaires quant à la durabilité des acquis et la capacité des instances nationales à gérer la phase d'après projet.
10. En ce qui concerne la coopération avec la Délégation de l'Union européenne, celle-ci était très constructive pour la réalisation du projet, dans la mesure où des réunions de consultation et d'information se sont tenues d'une façon régulière afin d'échanger sur l'état d'avancement du projet, les réajustements au niveau de certaines activités en tenant compte du contexte politique et électoral, les relations avec les organisations partenaires, les défis rencontrés.
11. L'équipe du Programme Pacte-Guinée I s'est montrée également disponible face à d'autres demandes de la Délégation quant aux appuis ou conseils supplémentaires. Plus précisément, une Conseillère électorale a été déployée en moins de 2 jours à Conakry afin d'assumer le rôle de représentante de l'UE au sein du Comité Technique de Suivi de la Consolidation du Fichier électoral, selon l'Accord Politique du 20 août 2015.

12.2 RECOMMANDATIONS

Ces recommandations découlent des conclusions de l'évaluation.

- I. Dans le cadre du futur Programme Pacte-Guinée II, ECES devrait reconduire les bonnes pratiques mises en œuvre dans le Programme Pacte-Guinée I, dont l'accompagnement et le renforcement de la capacité des Nouvelles Institutions de la République, ainsi qu'avec la CENI et la société civile. L'accompagnement de la société civile avec l'accent mis sur le développement des capacités et sur la collecte des leçons apprises, constituent de bonnes pratiques qu'ECES devrait utiliser dans d'éventuels nouveaux projets, tout en tentant compte également de mieux intégrer la dimension médias ainsi que les autres volets.
- II. Si le futur Programme Pacte-Guinée II, implique la mise en place d'un consortium, ECES ou tout autre demandeur devrait négocier avec les partenaires pour donner au consortium la plus grande coordination possible ; en faisant ainsi, la gestion de projet gagnerait en stabilité et en transparence.
- III. En cas de futur projet de soutien aux médias et à la société civile locale dans des pays en développement, ECES devrait s'assurer de la consultation des représentants de celle-ci, au niveau stratégique, dans la gestion du projet, tout en reconnaissant que les décisions de

gestion, et en particulier la gestion financière, doivent être prises et assumées par l'entité bénéficiaire du financement.

- IV. ECES en étroite collaboration avec la Délégation de l'Union Européenne devrait mettre en place un système de suivi et d'évaluation pour assurer le bon déroulement des activités de *reporting*, monitoring et d'archivage. Au besoin pour les projets à venir recruter un Assistant National permanent en suivi et évaluation, jusqu'à la clôture du projet pour faciliter les évaluations de fin de projet.

De plus affiner davantage les indicateurs de suivi des effets, notamment ceux concernant les taux de satisfaction sur le déroulement de la campagne électorale et sur le déroulement de la campagne d'enregistrement, en donnant suite et en renforçant l'action du Programme Pacte-Guinée I, des sondages au niveau de la population sur sa perception des enjeux démocratiques et sur son opinion par rapport aux acteurs politiques.



L'équipe de la Caravane des Savoirs – La Guinée d'abord

13 ANNEXES

Annexe N 01 Convention de Partenariat ECES Studio Hirondelle
Annexe N 02 Charte électorale Studio Hirondelle-Guinée
Annexe N 03 Convention de Partenariat Maison De la Presse
Annexe N 04 Rapport d'Activités de la MDPG dans le cadre du pacte i
Annexe N 05 Convention de Partenariat entre la MDPG et CENI
Annexe N 06 Convention de Partenariat avec HAC
Annexe N 07 Convention de Partenariat avec l'Union International de la Presse Francophone
Annexe N 08 Forum des Responsables des Medias Guinée et Liste de participants
Annexe N 09 Radio Parlementaire Rapport pour Expert ECES Evaluation
Annexe N 10 Rapport de la formation bridge des assistants techniques de la CENI aout 2015
Annexe N 11 Convention de Partenariat avec Le Médiateur de la République
Annexe N 12 Convention de Partenariat avec INIDH
Annexe N 13 Convention de Partenariat avec la Cour Constitutionnelle
Annexe N 14 Dépliant caravane_1, et dépliant caravane2
Annexe N 15 Plan Visibilité et Communication Programme Pacte-Guinée I
Annexe N 16 Convention de Partenariat ECES Association Guinéenne des Sciences Politique
Annexe N 18 Convention de Partenariat – Avenant
Annexe N 19 AGCP Rapport Narratif
Annexe N 20 AGSP Rapport SONDAGE D'OPINION
Annexe N 21 Brochure Assemblée nationale de la République de Guinée.
Annexe N 22 Equipements Radio Parlementaire
Annexe N 23 Articles CARAVANE
Annexe N 24 Evaluation Caravane – formules
Annexe N 25 Dépliant caravane1
Annexe N 26 Dépliant caravane2
Annexe N 27 Feuille de route animateurs de la caravane
Annexe N 28 Formulaire d'évaluation- Caravane
Annexe N 29 La Caravane des Savoirs Rapport Narratif
Annexe N 30 La Caravane LISTE DES AUTORITES
Annexe N 31 La Caravane Programme journées Evaluation 27 28 oct
Annexe N 32 Liste des animateurs caravane des savoirs
Annexe N 33 Campagne d'Education à la Citoyenneté-Caravane
Annexe N 34 Plan de Visibilité et communication-Caravane
Annexe N 35 Rapport atelier d'évaluation finale Caravane des Savoirs
Annexe N 36 Vera Lourenço_Briefing électoral_animateurs Caravane
Annexe N 37 Debriefing du Film "An African Election"
Annexe N 38 Studio Hirondelle Guinée : Rapport Programme Elections
Annexe N 39 Cour Constitutionnelle. Rapport Intérimaire- Narratif et Financier. Dec 2015
Annexe N 40 Union Internationale de la Presse Francophone- Rapport Thématique Forum de Medias
Annexe N 41 Le médiateur de la république, rapport d'activité
Annexe N 42 Plan stratégique INIDH
Annexe N 43 Rapport General ECES LEAD Guinée_2me version
Annexe N 44 LEAD - Agenda RECEF FINALE
Annexe N 45 LEAD_Evaluations_Pourcentage_CONAKRY
Annexe N 46 Agenda Formation LEAD Conakry-1
Annexe N 47 Guinée d'abord -proposition de rapport d'activités
Annexe N 48 Article sur La caravane La Guinée d'Abord
Annexe N 49 La caravane des savoirs lancée à Conakry Article www.mediaguinée.com
Annexe N 50 Conduite officielle soirée de lancement
Annexe N 51 Le Regard Citoyen Déclaration-Préliminaire-1

14 LISTE DES PERSONNES INTERVIEWEES

M. BERETE Mohamed	Secrétaire Général de l'Assemblée Nationale
M. Lucky Patrice Mendy	Expert International pour l'appui à la Radio Parlementaire
M. Abdoul Sacko	Coordinateur General du Réseau « Convergence des Jeunes Leaders pour la Paix et la Démocratie. » Président du Conseil Régional des Organisations de la Société Civile de Conakry
Abdoulaye Sidibe	Association Guinéenne de Sciences Politique AGSP Responsable des études et des projets. Coordinateur des programmes d'étude
Kabinet Fofana	Association Guinéenne de Sciences Politique AGSP Président
M. Jacques GBONIMY,	CENI Directeur du Département Formation et Accréditation
M. Abdel Ben Condè, ,	AN Radio Parlementaire Directeur de la communication
M Konatè SEkou,	AN, Radio Parlementaire Journaliste technicien
M. Hassane Kaba	MAISON DE LA PRESSE Président
Mme Laura Genty	MAISON DE LA PRESSE Assistante Administrative et financier
M. Alia Diaby	Cour Constitutionnelle Vice-président
M. Amadou Thidiane Kaba	Cour Constitutionnelle Conseiller
M. Mounir Houssein Mohamed	Cour Constitutionnelle Conseiller
M. Amadou Diallo	Cour Constitutionnelle Conseiller
Metre Cecè Thea ,	Cour Constitutionnelle Conseiller
M. Omar Bailo Doumbouya,	Cour Constitutionnelle Directeur Département des Etudes
M. Karim Naba	Cour Constitutionnelle Chef DAF
M. N Fa Ousmane Kamara	Membre Haute Autorité de la Communication
M. Jean Raymond Soumah	Médiateur de la République, Secrétaire Général
M. Gabriel Koly Guilavogui	Médiateur de la République Directeur du service informatique, statistique, documentation d'archives
M MAMADI KABA	INIDH Présidente
Mme Mariama Cire Keita	INIDH Questeur
M. Nahan Kamara	Union de la presse Francophone Responsable
M Bob Kabamba	Université de Liège CAPAC Directeur Conseiller International
M. Geoffrey Matagne	Université de Liège CAPAC, Conseiller International
Mme Els Mortier	Délégation de l'Union Européenne Chef de Section

Mme Pratima Frantzen	Délégation de l'Union Européenne International Aid Cooperation Officer Section Gouvernance
M. Fabrice Masuka	ECES Expert International, Responsable pour la Coordination de la CARAVANE
Mme Irene Maria Gunari	ECES Conseiller International
Mme Vera Lourenco	ECES Conseiller International
Mme Lora Bulat	ECES Bruxelles Office
M Fabio Bargiacchi	ECES Bruxelles Directeur
M Dominique Weerts	ECES Conakry, Directeur du Projet Programme Pacte-Guinée I
M. Philippe Galabert	ECES Conakry, DAF
M Mohamed Sibibu	ECES Conakry, Assistant Local

15 LISTE DES DOCUMENTS CONSULTEES

01	ECES Programme Pacte-Guinée I Document de Projet FINAL
02	EU- Guinée Programme Indicatif National 2014-2020
03	EU Cycle du projet syllabus base
03	EU Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide au Développement et programme d'Action d'Accra
04	ECES PARCAN - AN REGLEMENT FINANCIER Version finale
05	ECEC PARCAN - AN -Organigramme
06	ECEC PARCAN - AN Règlement administratif corrigé Président
07	ECEC PARCAN - AN Manuel des Procédures internes
08	ECEC PARCAN - AN Statut Personnel
09	ECES PACTE AN Radio Parlementaire Rapport Sommaire pour Expert
10	www.courconstitutionnelleguinee.com
11	www.anafricanelection.com
12	MOEUE_ Fiche_ Presentation_ Guinee_ 2015
13	MOEUE_ Guine_ 2015_ DP_ tour_ 1
14	Programme Pacte-Guinée I I Rapport de mission d'indentification
15	Le Regard Citoyen DECLARATION-PRELIMINIAIRE
16	Le Partenariat ECES-EFEAC dans le renforcement innovant des capacités électorales en Afrique



Termes de références

1. Information sur la mission

Titre du poste	Expert pour l'évaluation du projet
Lieu d'affectation	Conakry, République de Guinée
Durée	8 jours à Conakry, 5 jours pour la finalisation du rapport
Période	10 au 17 Décembre à Conakry, 18 au 22 Décembre pour la finalisation du rapport

II. Contexte organisationnel

Le Centre Européen d'Appui Electoral (ECES) est une organisation non gouvernementale à but non lucratif et à vocation mondiale, basée à Bruxelles. La mission d'ECES est de promouvoir un développement démocratique durable, à travers des services de conseil et de soutien opérationnel pour la mise en place de cycles électoraux, en faveur des organes de gestion électorale et des organisations régionales et internationales. ECES œuvre pour le renforcement des capacités au niveau national, régional et international en facilitant les relations entre pairs, l'échange d'expériences, la collaboration Sud-Sud et le développement du leadership. Compte tenu la nature cyclique du processus électoral, l'appui aux élections doit être intégré dans le cadre plus large du développement démocratique. Par conséquent, ECES travaille en étroite collaboration, non seulement avec les organes de gestion électorale, mais aussi avec les parlements nationaux, les partis politiques, les médias, les institutions judiciaires, ainsi qu'avec les organisations de la société civile des pays partenaires.

III. Le Programme Pacte-Guinée I

Objectif global du projet	Contribuer à la consolidation de la démocratisation en République de Guinée au travers d'un déroulement optimal d'élections crédibles, transparentes et pacifiques et le renforcement des capacités des parties prenantes au processus.
----------------------------------	---

Objectifs spécifiques	1.	Soutenir les organisations de la société civile et les Institutions de la République, engagées dans le renforcement de la démocratisation en République de Guinée, par une meilleure mutualisation des moyens et par le renforcement de leurs capacités pour une action professionnelle, méthodique et non partisane dans toutes les phases du processus électoral ;
	2.	Soutenir la participation inclusive et informée de la société civile dans la sensibilisation et éducation des citoyens ;
	3.	Contribuer à renforcer les systèmes de monitoring de Médias, comme véritables vecteurs d'informations professionnelles et objectives, tout au long du processus électoral ;
	4.	Contribuer à une gestion du contentieux électoral efficace et à réduire le potentiel de conflit électoral.

Groupes cibles	Nouvelles Institutions de la République (Médiateur de la République, Cour constitutionnelle) Assemblée Nationale (AN), Médias et Société civile
-----------------------	---

Bénéficiaires finaux	Les citoyens, les électeurs et la population dans son ensemble
-----------------------------	--

Principaux résultats estimés	R.1	Les capacités des parties-prenantes sont renforcées dans le domaine du Leadership et de la prévention des conflits électoraux (Assemblée nationale, Partis politiques, Médias, OSC) par l'organisation de formations spécifiques LEAD
	R.2	Les Médias sont renforcés dans leur rôle d'information et de sensibilisation de la population sur les enjeux liés au processus électoral ;
	R.3	Les Institutions de la République, dédiées au renforcement de l'Etat de droit, se professionnalisent, grâce à une assistance technique spécifique ;
	R.4	La Cour constitutionnelle assure le contentieux électoral avec impartialité.
	R.5	Une vaste campagne d'éducation à la citoyenneté qui aura sillonné tout le pays, appuyée par la Caravane des Savoirs, est organisée
	R.6	Sur base d'échantillons représentatifs, la population est régulièrement sondée sur sa perception des enjeux démocratiques et sur son opinion par rapport aux acteurs politiques ;

IV. Objectif de la mission d'évaluation

L'objectif de cette évaluation est d'analyser les performances et les résultats du Programme Pacte-Guinée I, en tenant compte aussi bien de ses objectifs que de la pertinence de ses activités et du contexte de sa mise en œuvre. L'évaluation vise également à identifier les principales leçons apprises et les recommandations pour une éventuelle suite du projet afin d'assurer la pérennité des actions entreprises. Il s'agit également de déterminer si le projet a été mis en œuvre d'une

façon efficace et efficiente.

Ainsi, l'évaluation sert à vérifier si les différentes composantes du projet ont été exécutées conformément aux conditions stipulées et si les résultats attendus ont été atteints.

V. Services demandés et approche méthodologique

Evaluation du Programme Pacte-Guinée I	<p>Le consultant, pour l'évaluation du projet, doit exécuter l'évaluation en conformité avec les lignes directrices de la Gestion du Cycle de Projet⁵¹ et de la méthodologie d'évaluation de la Commission européenne⁵². L'évaluation se basera sur une approche participative qui inclue les différents bénéficiaires et acteurs impliqués dans le projet et elle se fera en conformité avec les principes pour l'évaluation de l'aide au développement du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).</p>	
	Il s'agit ainsi d'évaluer le projet selon les principes suivants :	
	Pertinence	Dans quelle mesure les objectifs du projet correspondent aux priorités et aux politiques du groupe ciblé, des partenaires et du bailleur du projet et est-ce que les activités menées et les résultats observés sont-ils compatibles avec la finalité globale et l'impact escompté ?
	Efficacité	Dans quelle mesure les objectifs du projet ont été réalisés et quelles ont été les principales raisons de la réalisation ou de la non-réalisation des objectifs ?
	Efficienc	Dans quelle mesure les ressources (humaines, matérielles et financières) mises à disposition ont été utilisées de manière appropriée pour atteindre les objectifs préconisés ?
	Impact	Quelles sont les conséquences/effets (positifs et négatifs, directs ou indirects, intentionnels ou non) du projet et comment s'expliquent-ils ? L'évaluation doit prendre en considération les résultats souhaités et les résultats involontaires, de même que les impacts positifs et négatifs de facteurs externes, tels que le contexte politique et électoral, les conditions financières, etc. Quel changement concret l'activité concernée a-t-elle apporté aux bénéficiaires ?
	Viabilité	Dans quelle mesure les bienfaits résultant du projet perdurent-ils après la finalisation du projet et l'arrêt du financement ? Quels sont les principaux facteurs qui influent sur la viabilité ou la non-viabilité du projet ?

⁵¹ http://www.cc.cec/dgintranet/europeaid/documents/pcm_guidelines_2004_en.pdf

⁵² http://ec.europa.eu/europeaid/how/evaluation/methodology/index_en.htm

En ligne avec ce qui précède :

L'expert produira un rapport analysant les résultats obtenus dans le cadre du projet, mettant en relief les enseignements tirés au cours de son exécution et préconisant des recommandations relatives à la performance, impact et viabilité.

Le rapport inclura également une analyse du degré d'appropriation des actions par les bénéficiaires et les partenaires concernés et identifiera des recommandations pour une appropriation optimale de ce genre de projet.

Un projet de rapport d'évaluation doit être soumis et discuté en plénière avec l'équipe de l'unité de gestion du projet à la fin de la mission sur le terrain.

Le rapport doit par ailleurs, mettre en exergue les aspects liés :

- au développement et transfert des capacités ;
- à la pérennisation des acquis des bénéficiaires ;
- à l'innovation de l'intervention et la valeur ajoutée dans la réalisation du cycle électoral ;
- à la prise en compte de la dimension genre.

Le rapport doit être rédigé en français.

V. Compétences

Education, expérience, références de l'expert en évaluation de projet	Etre détenteur d'un diplôme universitaire en sciences sociales, droit, relations internationales
	Plus de cinq (5) années d'expérience dans le domaine d'évaluation, de suivi et monitoring et/ou mis en œuvre de projets;
	La connaissance des questions d'assistance et d'observation électorale.
	L'expérience dans ce genre de projet est un atout.
	Maîtrise de la Gestion du Cycle de Projet et de l'approche du cadre logique
	Maîtrise démontrée du français écrit et parlé.
	Sensibilité à l'objectif spécifique du programme et adhésion aux principes et valeur d'ECES et du Programme Pacte-Guinée I
	Très bonnes capacités rédactionnelles (rapports, manuels de formation etc.)